

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/95/EEC/Add.15
15 décembre 2003

(03-6598)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions du **Royaume-Uni**.

ROYAUME-UNI

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Programme de recherche aéronautique.....	4
2. Bio-Wise.....	5
3. Programme en faveur des liens commerciaux (Business Links).....	6
4. Programme de recherche-développement pour des technologies du charbon moins polluantes.....	7
5. Taxe de changement climatique – Exonération pour certains procédés de recyclage secondaires.....	7
6. Fonds pour les entreprises implantées dans les bassins houillers.....	9
7. Programme de développement des entreprises.....	10
8. Programme en faveur de la compétitivité.....	11
9. Programme d'aide en faveur de la compétitivité dans le secteur de l'approvisionnement en pétrole et en gaz (COGSS).....	12
10. Échange de droits d'émission.....	14
11. Programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie.....	16
12. Fonds pour les villes anglaises.....	17
13. Programme de dons aux entreprises.....	18
14. Zones d'activités.....	19
15. Initiative Eureka.....	20
16. Programme de bons d'exportation.....	20
17. Déductions pour amortissement accordées la première année aux petites et moyennes entreprises d'Irlande du Nord.....	21
18. Fonds en faveur de la haute technologie.....	22
19. Programme Highland Opportunity.....	23
20. Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands.....	24
21. Initiative en faveur des Highlands et des îles: programme de recherche-développement et d'innovation en faveur des PME.....	25
22. Initiatives en faveur des Highlands et des îles: Programme pour l'investissement initial et la création d'emplois.....	26
23. Mécanisme national de garantie des crédits à la construction navale.....	27
24. Adaptation du secteur industriel (Industry Forum Adaptation).....	28
25. Invest Northern Ireland (NI) – Accord de promotion immobilière.....	30
26. Invest NI – Programme de promotion immobilière.....	31
27. Invest NI – Terrains et bâtiments industriels.....	32
28. Investissement de lancement pour des projets du secteur aérospatial civil.....	33
29. Programme LINK de recherche en coopération.....	33
30. Collectivités locales – Assistance fournie aux PME.....	35
31. Merseyside - Programme d'aide à l'investissement pour des régions spéciales et des sites clés.....	36

32.	Aide à la formation pour MG Rover	37
33.	Programme de formation pour les nouveaux travailleurs (NETS)	38
34.	Programmes "New Deal"	38
35.	Irlande du Nord – Aide en faveur de la Société des grands événements sportifs, artistiques et culturels de l'Irlande du Nord (Northern Ireland Events Company)	42
36.	Irlande du Nord – Programme d'aide à court terme ("Buying Time").....	42
37.	Irlande du Nord – Exonération de la taxe de changement climatique (CCL) pour le gaz naturel en Irlande du Nord	43
38.	Aide financière ciblée en Irlande du Nord.....	45
39.	Fonds pour la technologie en Irlande du Nord (NITECH)	45
40.	Fonds pour le développement du tourisme en Irlande du Nord	46
41.	Programme de développement du tourisme en Irlande du Nord	47
42.	Irlande du Nord – Programme de subventions au développement urbain (UDG)	49
43.	Irlande du Nord – Fonds de croissance Viridian	50
44.	Mécanisme de redistribution de la taxe sur les combustibles fossiles (NFFO).....	51
45.	"Cours ouverts"	53
46.	Soutien à des projets de réhabilitation menés en coopération	54
47.	Recherche-développement pour les énergies renouvelables et durables.....	55
48.	Crédit de taxe pour la recherche-développement	55
49.	Assistance régionale ciblée	59
50.	Fonds régionaux de capital-risque	59
51.	Obligation et subventions en capital pour les technologies renouvelables.....	60
52.	Soutien de formation à Rover Hams Hall.....	61
53.	Écosse – Subventions pour l'occupation par le propriétaire (Grants for Owner Occupation (GRO)).....	62
54.	Programme de recherches stratégiques Seagate	64
55.	Fonds d'intervention en faveur de la construction navale	65
56.	Budget unique pour la régénération	66
57.	SMART	67
58.	SMART (Écosse)	68
59.	Programme d'investissement productif du Yorkshire du Sud	70
60.	Programme Start	70
61.	Le Fonds Britech	72
62.	Office du tourisme du pays de Galles – Programme de soutien à l'investissement	73
63.	Développement de partenariats par l'Agence de développement du pays de Galles.....	74
64.	Emplacements commerciaux (Agence de développement du pays de Galles).....	74

1. Programme de recherche aéronautique

[Anciennement dénommé Programme de recherche et de démonstration relatifs aux aéronefs civils (CARAD)]

Le Programme de recherche aéronautique s'est substitué au CARAD le 1^{er} avril 2000 mais conserve les mêmes objectifs, critères d'admissibilité et niveau de financement que le CARAD.

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Maintenir la compétitivité de l'industrie aéronautique du Royaume-Uni en faisant en sorte que les technologies essentielles relatives aux aéronefs soient disponibles sur le long terme. Le programme de recherche aéronautique aide les industries du Royaume-Uni à résoudre le problème du financement de la recherche à long terme.

c) Fondement et législation

Loi de 1982 sur l'aviation civile.

d) Forme de la subvention

Dons.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Aide jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts admis pour des projets de coopération menés dans les secteurs clés de la technologie des aéronefs civils. Les bénéficiaires sont notamment les entreprises, les établissements de recherche et les universités.

f) Montant total budgétisé

2001: 19 997 000 livres sterling

2002: 15 804 000 livres sterling

Note: Le programme est géré par exercice du Royaume-Uni (1^{er} avril au 31 mars) et les chiffres des montants alloués durant ces périodes sont respectivement les suivants: exercice 2001/02: 19 997 000 livres sterling; exercice 2002/03: 21 266 000 livres sterling.

g) Durée du programme

La durée du programme n'est pas limitée. La phase actuelle recouvre les cinq années allant du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2006. La Communauté européenne a approuvé le financement pour la période allant du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2001, une nouvelle notification étant nécessaire au bout de cinq ans.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'objectif consiste à soutenir la recherche préconcurrentielle à long terme portant sur la technologie de base des aéronefs, et non à soutenir la production.

2. Bio-Wise

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Favoriser l'utilisation de la biotechnologie dans l'industrie manufacturière du Royaume-Uni et développer le secteur des fournisseurs de biotechnologie au Royaume-Uni, en mettant en évidence les utilisations et les avantages de la biotechnologie.

c) Fondement et législation

La Loi de 1965 sur la science et la technologie est le texte juridique autorisant l'engagement des dépenses publiques au titre de ce programme. Le Programme BIO-WISE a été annoncé en novembre 1999 par le Ministère du commerce et de l'industrie.

d) Forme de la subvention

- Financement sous forme de dons de projets de démonstration et d'études de cas.
- Aide en nature sous forme de conseils aux sociétés sur les utilisations et avantages possibles de la biotechnologie pour leurs procédés spécifiques.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les dons sont versés chaque trimestre à des partenariats de sociétés manufacturières et d'entreprises fournissant des biotechnologies et correspondent à un certain pourcentage des coûts du projet ouvrant droit à une aide.

Une aide en nature d'une durée maximum de quatre heures (maximum pour une aide publique dans l'Union européenne) sous forme de conseils est accordée aux entreprises sur les avantages qu'elles peuvent retirer de la biotechnologie.

f) Montant total budgétisé

2001:	aide sous forme de dons:	327 451 livres sterling
	en nature:	123 799 livres sterling
2002:	aide sous forme de dons:	234 170 livres sterling
	en nature:	178 598 livres sterling

g) Durée du programme

Il était prévu que le programme dure quatre ans et se termine le 31 mars 2003. Une stratégie de désengagement est appliquée en ce moment, qui prolonge le programme jusqu'au 31 décembre 2004.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Une évaluation d'impact du Programme BIO-WISE et de ses effets est actuellement en cours. Les statistiques finales seront disponibles d'ici à décembre 2003.

3. Programme en faveur des liens commerciaux (Business Links)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le programme vise à améliorer la cohérence et la qualité de l'aide aux entreprises pour les PME et à fournir un point d'accès unique aux nombreux programmes publics destinés aux PME et aux nouvelles entreprises afin de simplifier le processus.

c) Fondement et législation

SBS est un organisme exécutif du Département du commerce et de l'industrie. Ce programme relève du Département du commerce et de l'industrie, du Ministère des finances et de l'Union européenne.

L'article 2 1) et 2 2) de la Loi de 1973 sur l'emploi et la formation (remplacé par l'article 25 de la Loi de 1988 sur l'emploi et la formation) et l'article 11 de la Loi de 1982 sur le développement industriel constituent le fondement juridique du programme.

d) Forme de la subvention

Dons.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Business Links Operators (BLOs) dispense des conseils commerciaux (souvent subventionnés) aux PME, aux nouvelles entreprises et aux personnes physiques. Un financement sous forme de dons est accordé mensuellement sur la base des besoins identifiés, sur présentation des factures.

f) Montant total budgétisé

2001: 140 millions de livres sterling

2002: 140 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Depuis 1994, BLOs travaille sur la base d'un contrat continu de trois ans et c'est BL Core Service qui finance les montants alloués chaque année. Le financement porte sur une année à la fois.

h) Évaluation des effets sur le commerce

La satisfaction des clients et les taux de pénétration sont enregistrés chaque trimestre. La valeur ajoutée brute (l'enregistrement de l'incidence financière que les conseils de BLOs ont eu sur une entreprise) sera prise en compte en 2003/04. Les objectifs relatifs à la création de nouvelles entreprises sont applicables à tous les participants au Programme Business Links (mais ils sont suivis par les agences régionales de développement) et sont enregistrés chaque trimestre.

4. Programme de recherche-développement pour des technologies du charbon moins polluantes

[Comprend des activités d'aide au transfert de technologie et de promotion des exportations]

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

a) Fournir un financement de départ à ceux qui sont intéressés par les technologies du charbon moins polluantes.

b) Être au centre de l'élaboration d'un programme commun de recherche-développement.

c) Favoriser le développement et l'exportation de technologies respectueuses de l'environnement.

c) Fondement et législation

Loi de 1965 sur la science et la technologie.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux (2) sociétés qui administrent le programme du Département du commerce et de l'industrie. Elles gèrent un portefeuille de projets au nom de ce département. La subvention leur est versée à la fois pour couvrir leurs frais de gestion et à titre de remboursement (pour avoir payé leurs sous-traitants).

f) Montant total budgétisé

Exercice 2001/02 4,4 millions de livres sterling (liquidités)

Exercice 2002/03 4,5 millions de livres sterling (engagements)

g) Durée du programme

Six ans à partir de 1999.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun renseignement.

5. Taxe de changement climatique – Exonération pour certains procédés de recyclage secondaires

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Supprimer tout désavantage compétitif pour les entreprises utilisant des produits imposables pour certains procédés de recyclage qui sont en concurrence avec des entreprises utilisant des produits imposables exonérés pour des procédés primaires "n'utilisant pas de combustibles" et "à double usage", qui ont des effets moins bénins sur l'environnement.

c) Fondement et législation

i) La Commission européenne a autorisé l'octroi d'une aide publique pour l'exonération de la taxe de changement climatique des produits imposables utilisés pour les procédés "à double usage" ou "n'utilisant pas de combustibles". La Commission a également accepté la proposition du gouvernement du Royaume-Uni d'étendre ce dégrèvement aux procédés secondaires respectueux de l'environnement (c'est-à-dire au recyclage), qui sont en concurrence avec les procédés primaires bénéficiant du dégrèvement pour l'utilisation de procédés à double usage et n'utilisant pas de combustibles.

ii) L'exonération a pour but de supprimer le désavantage compétitif qu'auraient autrement à subir les procédés de recyclage bénéfiques pour l'environnement, qui sont en concurrence avec les procédés primaires admis à bénéficier du dégrèvement pour l'utilisation de procédés à double usage et n'utilisant pas de combustibles. Elle vise donc une situation très particulière dans laquelle la structure de la taxe de changement climatique pourrait produire un effet allant à l'encontre de ses objectifs globaux en matière d'environnement. La mesure a été introduite le 2 juillet 2002 à titre d'avantage réglementaire supplémentaire, un texte de loi étant actuellement inséré dans la Loi de finances de 2003.

d) Forme de la subvention

Exonération fiscale – les utilisateurs de procédés de recyclage qui sont en concurrence avec les procédés à double usage et n'utilisant pas de combustibles qui bénéficient d'exonérations à ce titre ne paient pas la taxe sur la fourniture de produits imposables, comme indiqué dans la Partie II de la Loi de finances de 2000.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention n'est accordée aux utilisateurs de procédés de recyclage que dans des cas très précis. Pour que les produits imposables puissent bénéficier de l'exonération, le procédé de recyclage dans lequel ils sont utilisés doit: a) avoir une intensité énergétique moindre que le procédé primaire et b) être soumis à un taux de taxe de changement climatique par tonne de produit supérieur au taux applicable au procédé primaire, et c) il faut que l'objectif du procédé de recyclage soit d'obtenir le même produit qu'avec le procédé primaire.

Les utilisateurs concernés informent leurs fournisseurs en énergie qu'ils ont demandé à bénéficier de l'exonération et leurs factures énergétiques pour les produits imposables utilisés dans le procédé en question n'incluent pas la taxe de changement climatique.

f) Montant total budgétisé

Les taux pleins de la taxe appliquée aux produits imposables pendant la période en question (à savoir 2001-2002) sont les suivants: **charbon:** 0,15 penny (RU) par kWh; **gaz naturel:** 0,15 penny (RU) par kWh; **électricité:** 0,43 penny (RU) par kWh et **GPL:** 0,07 penny (RU) par kWh. Ces montants représentent le montant unitaire maximal de la subvention.

Les montants suivants ont été budgétisés pour:

2001: 1,9 million de livres sterling
2002: 2,5 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Il est prévu que l'exonération soit appliquée du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2011, soit pendant une période de dix ans.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'exonération s'applique aux divers procédés qui répondent à des critères de sélection spécifiques. Plusieurs entreprises, opérant dans différents secteurs de l'économie, peuvent utiliser un procédé ouvrant droit à l'exonération. En avril 2003, des exonérations avaient été accordées pour l'énergie utilisée pour trois procédés différents, utilisés par 19 entreprises: quatre entreprises utilisant un four électrique à arc pour transformer les ferrailles d'acier; 14 entreprises ayant demandé à bénéficier de l'exonération pour des produits imposables utilisés dans divers traitements des déchets d'aluminium pour produire de l'aluminium recyclé, et une entreprise utilisant le gaz pour fondre des déchets de plomb. On ne dispose pas à ce stade de données de statistiques séparées sur la production, l'importation et l'exportation. Il est par conséquent impossible de fournir des données pouvant servir à une évaluation valable des effets sur le commerce.

6. Fonds pour les entreprises implantées dans les bassins houillers

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le Fonds pour les entreprises implantées dans les bassins houillers est un fonds de capital-risque créé pour financer des entreprises nouvelles ou en expansion implantées dans des zones bien définies, qui sont d'anciennes zones d'exploitation houillère.

c) Fondement et législation

Programme régi par la Loi de 1982 sur le développement industriel.

d) Forme de la subvention

Fonds propres, quasi-fonds propres et prêts.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Subvention au Fonds sous la forme d'un prêt.

f) Montant total budgétisé

2001: n.d.
2002: n.d.

Prière de voir la note ci-après au titre du point 7.

g) Durée du programme

Le Fonds a une durée limitée de dix ans, soit de 2003 à 2014.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Effets limités – Augmentation du nombre des petites et moyennes entreprises.

7. Programme de développement des entreprises

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Encourager les entreprises à planifier et à structurer leur formation et à développer des activités correspondant à leurs principaux objectifs commerciaux.

Favoriser le développement de la gestion en encourageant les entreprises à investir dans des activités de formation à la gestion fondées sur des procédures et des compétences ainsi que dans des activités fonctionnelles et fondées sur les connaissances.

Encourager les entreprises à centrer leurs activités de formation et de développement sur des compétences et des accréditations reconnues au plan national.

Encourager la formation et le développement dans le cadre de projets visant à améliorer la compétitivité internationale ainsi qu'une rentabilité et une croissance tirées par l'exportation.

Contribuer à attirer des projets d'investissement en Irlande du Nord.

Faire en sorte que les questions de ciblage des besoins sociaux, d'égalité et de traitement équitable sont prises en compte.

Encourager les entreprises à mettre en place leurs propres infrastructures de formation.

c) Fondement et législation

Le Programme de développement des entreprises a été lancé en 1990. Il était géré par l'Agence pour l'emploi et la formation. Il est désormais administré par Invest NI, la nouvelle agence de développement économique créée en avril 2002. Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Le programme s'adresse aux entreprises du secteur manufacturier et du secteur des services marchands ayant des activités d'exportation ou de remplacement des importations ainsi qu'aux hôtels et aux pensions agréées certifiés par le Conseil du tourisme d'Irlande du Nord.

f) Montant total budgétisé

2001: 11,5 millions de livres sterling

2002: 9,5 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Programme en cours.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Pendant les deux années 2000-2001 et 2001-2002, 236 offres d'aide ont été faites au titre du Programme pour le développement des entreprises. Toute l'aide était liée à la réalisation d'objectifs commerciaux.

8. Programme en faveur de la compétitivité

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Encourager les entreprises manufacturières d'Irlande du Nord à développer, dans le cadre de leur stratégie commerciale, des produits et des procédés utilisant une haute technologie innovante, afin d'améliorer leur compétitivité sur le plan national et international.

c) Fondement et législation

Le programme en faveur de la compétitivité était précédemment appliqué dans le cadre du programme de mise au point de produits et procédés. Il fonctionnait dans le cadre de l'Aide publique n° N206/92 Réf. SG(92)D/7501 (5 juin 1992). À la suite d'une nouvelle notification, ce programme avait été approuvé le 26 septembre 1995 pour une période allant jusqu'à la fin de 1998 (Aide publique n° NN92/95 Réf. SG(95) D/11951); une nouvelle notification Réf. NN96/00 (N539/00) est en instance et une autre (Réf. N92/2003) est également en instance pour la période allant de 2003 à 2008.

Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

Don pour la recherche-développement.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les dons vont aux entreprises manufacturières et aux entreprises de services entrant dans le commerce international, y compris les logiciels, d'Irlande du Nord. Ils sont accordés à certaines entreprises pour la mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication innovants. Les dons sont versés rétroactivement selon une intensité approuvée en fonction des dépenses approuvées sur présentation de pièces justificatives.

f) Montant total budgétisé

2001: 4,76 millions de livres sterling

2002: 4,97 millions de livres sterling

Don moyen en 2001: 510 000 livres sterling

Don moyen en 2002: 550 000 livres sterling

g) Durée du programme

La durée du programme en faveur de la compétitivité est indéterminée. Le programme a été lancé en 1995 et Invest NI ne prévoit pas d'y mettre fin.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme en faveur de la compétitivité est évalué formellement tous les cinq ans. La dernière évaluation a été effectuée en juin 1999 par le Cabinet de consultants Segal, Quince et Wicksteed. L'étude comportait une évaluation des effets obtenus et escomptés des dons en faveur de la compétitivité sur l'augmentation des ventes en rapport avec 94 projets. S'agissant du coût-efficacité du programme en faveur de la compétitivité, le rapport a conclu que, selon des estimations, 1 livre sterling d'aide en faveur de la compétitivité pendant la période allant de 1994 à 1998 a engendré 7,60 livres sterling de ventes en 1998 et devait engendrer 13,20 livres sterling en 2000.

Chaque projet en faveur de la compétitivité est soumis à une "évaluation postérieure à la réalisation du projet" trois ans après qu'il a pris fin, afin de mesurer ses résultats commerciaux. Une étude menée en 2001 sur les évaluations postérieures à la réalisation de 106 projets lancés et achevés depuis avril 2001 a donné les résultats suivants:

<u>Résultats commerciaux:</u>	très bons	24 pour cent
	bons	41 pour cent
	partiellement bons	19 pour cent
	pas bons	16 pour cent

9. Programme d'aide en faveur de la compétitivité dans le secteur de l'approvisionnement en pétrole et en gaz (COGSS)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Les propositions de projets doivent porter sur la prospection ou la production de pétrole et de gaz. Cela signifie que leur objectif final doit être la production de biens ou de services qui seront vendus directement ou indirectement aux sociétés pétrolières et gazières, au Royaume-Uni ou sur les marchés d'exportation. La Direction du développement de l'industrie pétrolière et gazière (OGID) concentre ses ressources sur des projets menés dans les domaines suivants:

- Systèmes de production sous-marins
- Technologie de pointe pour des travaux techniques subaquatiques
- Technologies de prospection
- Technologies de forage et de production
- Technologies d'évaluation des réserves
- Pétrole, gaz et produits pétrochimiques à terre
- Matériel chimique/pour procédés

Les projets doivent comporter une part importante de risques et d'innovation technologiques. Le programme ne soutient pas les activités courantes de mise au point de nouveaux produits.

Les projets doivent avoir besoin d'un soutien public pour être menés à bien, ou pour pouvoir avancer suffisamment vite pour conserver une chance raisonnable d'avoir des résultats commerciaux. Si le projet reçoit un soutien dans le cadre de n'importe quel autre programme public, il ne peut bénéficier du soutien de l'OGID.

Les projets doivent être bien conçus sur le plan commercial. Les requérants doivent démontrer qu'ils ont une bonne connaissance du secteur de marché que vise leur projet, qu'ils ont imaginé de quelle manière franchir les obstacles et que leur plan de commercialisation est crédible. L'OGID devra vérifier si le requérant dispose des fonds additionnels nécessaires pour commercialiser le projet, ou s'il est susceptible de se les procurer.

Les requérants doivent être des entreprises, des institutions comme des universités ou des instituts de recherche (ou, à titre exceptionnel, des personnes physiques) exerçant leurs activités au Royaume-Uni et disposer des ressources techniques nécessaires pour réussir le projet, ainsi que des ressources financières nécessaires pour participer au financement, avec une marge suffisante pour faire face aux imprévus.

Le projet doit toujours, sauf exception, être mené en collaboration, c'est-à-dire que des entreprises autres que celle du requérant doivent fournir un apport financier et technique (par exemple, sociétés pétrolières, entreprises travaillant dans le secteur de l'approvisionnement en pétrole et en gaz ou autres parties ayant un intérêt direct dans la mise au point ou la commercialisation du produit ou service). La contribution de l'OGID aux coûts du projet ne peut être supérieure à celle des requérants. En moyenne, l'OGID a financé environ 25 pour cent des coûts des projets qu'elle a soutenus récemment. L'OGID peut parfois aider les requérants à recenser les sociétés qui pourraient être désireuses de soutenir leurs projets.

c) Fondement et législation

La Direction du développement de l'industrie pétrolière et gazière (Direction de l'OGID), connue précédemment sous le nom de Projets pour l'infrastructure et l'énergie (IEP) a lancé en juillet 1998 un programme (COGSS) de soutien à l'amélioration de la compétitivité des fournisseurs du Royaume-Uni de l'industrie pétrolière et gazière. Le programme comporte un soutien au développement de nouvelles technologies par des PME ainsi qu'une contribution à un programme LINK en collaboration avec l'EPSRC.

L'IEP, actuellement OGID, a estimé que bien utilisé, ce montant relativement modeste permettra une amélioration sensible de la compétitivité d'une branche de production qui, d'un niveau d'activité très faible dans les années 70, était devenue le principal intervenant sur la plate-forme continentale du Royaume-Uni (9 milliards de livres sterling par an) et occupe une position dominante sur le marché mondial (200 milliards de livres sterling par an). Les fonds sont utilisés pour favoriser la coopération et la collaboration entre l'ensemble des chercheurs scientifiques, des sociétés d'ingénierie et des sociétés pétrolières utilisatrices finales.

L'IEP (anciennement OSO et maintenant OGID) gérait auparavant un programme de soutien aux entreprises du Royaume-Uni et particulièrement aux PME, qui comprenait un soutien direct aux entreprises et une participation à un programme LINK (réserves d'hydrocarbures). Le document ROAME (rationalité, objectif, activité, mesure, évaluation) concernant ce programme de travail portait sur la période allant de 1995 à 1998. Le programme révisé ne concerne que le secteur du pétrole et du gaz.

- développement de nouvelles technologies dans les PME;

- programme LINK avec l'EPSRC (conseil de recherche);
- projets visant à l'amélioration des pratiques commerciales et de la gestion dans le secteur;
- études des résultats du secteur;
- participations à des organismes du secteur poursuivant certains des objectifs de l'OGID.

Article 8 de la Loi de 1982 sur le développement industriel et article 5 de la Loi de 1965 sur la science et la technologie.

d) Forme de la subvention

Les dons du COGSS sont une aide publique qui fait l'objet d'une notification.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont utilisés pour favoriser la coopération et la collaboration entre l'ensemble des chercheurs scientifiques, des sociétés d'ingénierie et des sociétés pétrolières, utilisatrices finales.

f) Montant total budgétisé

2001: 1,7 million de livres sterling

2002: 1,7 million de livres sterling

g) Durée du programme

Depuis 1998.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme COGSS porte sur un éventail plus vaste de sujets qui contribuent à l'amélioration globale des résultats du secteur. Le développement de nouvelles technologies en reste l'élément central, mais dans des proportions moindres que ces dernières années. Il convient de noter que des montants importants ont été mobilisés à cette fin par le passé. L'OGID continue à encourager les requérants à demander l'aide des compagnies pétrolières utilisatrices finales pour le plus grand nombre possible de projets.

10. Échange de droits d'émission

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Les objectifs du programme sont triples: parvenir à une réduction importante en termes absolus des émissions à un coût raisonnable; permettre aux entreprises d'acquérir une expérience pratique de l'échange de droits d'émission avant l'instauration d'un système européen et international et aider la City de Londres à devenir un centre mondial d'échange de droits d'émission.

c) Fondement et législation

Le programme d'échange de droits d'émission du Royaume-Uni a été mis en place à travers une série d'accords volontaires entre les participants et le gouvernement du Royaume-Uni, qui reprennent les règles du programme. S'agissant des "participants directs", les accords sont des contrats dans le cadre desquels le gouvernement du Royaume-Uni accorde des incitations financières aux participants qui se conforment aux règles du programme et qui souscrivent des engagements annuels de limiter les émissions. Le pouvoir qu'a le gouvernement d'accorder des incitations financières découle de l'article 153 de la Loi de 1990 sur la protection de l'environnement. En ce qui concerne les autres détenteurs de droits cibles, les accords sont des accords sur les changements climatiques conclus dans le cadre du tableau 6 de la Loi de finances de 2000, qui permet à ceux qui atteignent les objectifs fixés en matière d'émissions et d'amélioration du rendement énergétique de bénéficier d'un taux d'imposition plus faible de l'énergie.

d) Forme de la subvention

Incitations financières aux réductions d'émissions.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les incitations financières sont accordées aux participants directs (voir le point 4 ci-dessus) qui se sont conformés aux règles du programme. Cela suppose essentiellement que l'on vérifie que le participant a un crédit suffisant sur son "compte de conformité" (compte sur le registre de l'échange de droits d'émission qui se trouve sur Internet) pour couvrir ses émissions annuelles vérifiées à la date du rapprochement des comptes (31 mars de chaque année).

Les incitations financières sont accordées dans les 28 jours ouvrés suivant la réception d'une déclaration d'émissions annuelles vérifiée par un vérificateur accrédité. L'argent est ensuite déposé sur le compte bancaire indiqué par le participant, manuellement ou par un procédé automatisé.

Les participants à l'Accord sur les changements climatiques ne bénéficient pas d'incitation financière étant donné qu'ils obtiennent déjà une réduction de 80 pour cent de la taxe de changement climatique (taxe sur les entreprises pour l'utilisation d'énergie).

f) Montant total budgétisé

2001: n.d.

2002: 42 270 641 livres sterling

g) Durée du programme

D'avril 2002 à mars 2007.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes. Le programme d'échange des droits d'émission du Royaume-Uni est un programme volontaire dans le cadre duquel les participants ne bénéficient des incitations financières que pour des réductions d'émissions supérieures à la moyenne et à ce qui est exigé au titre des réglementations existantes. Le versement a pour but d'inciter les participants à chercher à obtenir cette réduction supplémentaire et à prendre le risque d'entrer parmi les premiers sur un nouveau marché et d'accepter un plafond absolu obligatoire d'émissions.

11. Programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Contribuer à atteindre les objectifs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre que s'est fixés le Royaume-Uni en matière de changements climatiques en encourageant les entreprises à s'engager dans une économie de produits à faible teneur en carbone et à contribuer au façonnement du nouveau marché des technologies à faible teneur en carbone.

Encourager l'adoption et le développement de technologies à faible teneur en carbone permettant une utilisation efficace de l'énergie en accordant des dons discrétionnaires pour des projets de recherche-développement dans ces domaines et en fournissant des renseignements fiables indépendants, ainsi que des conseils sur les mesures et technologies permettant un haut rendement énergétique et par l'organisation d'événements et de séminaires à l'intention de tous les utilisateurs d'énergie non locaux.

c) Fondement et législation

Le programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie a été créé en 1989 et présenté comme étant le principal programme d'information, de conseils et de recherche sur le rendement énergétique au Royaume-Uni pour les organismes des secteurs public et privé.

Le Carbon Trust a été créé par le gouvernement pour aider les entreprises à se préparer aux futurs produits à faible teneur en carbone et à exploiter les possibilités commerciales proposées. Le Carbon Trust est chargé d'administrer le soutien aux entreprises par le biais de la composante non locale du programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie, rebaptisé Action énergie.

L'article 5 de la Loi de 1965 sur la science et la technologie ainsi que (puisque le Carbon Trust est désormais responsable de la gestion du programme) le Règlement n° 1686 de 2002, pris en application de l'article 153 1) de la Loi de 1990 sur la protection de l'environnement, constituent le fondement juridique du programme.

d) Forme de la subvention

Dons accordés pour des projets de recherche-développement pour des technologies à faible teneur en carbone permettant une utilisation efficace de l'énergie.

Soutien à travers la fourniture de renseignements fiables indépendants ainsi que de conseils sur les mesures et technologies permettant un haut rendement énergétique et en accueillant des manifestations et des séminaires organisés à l'intention de tous les utilisateurs d'énergie non locaux.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Pour pouvoir bénéficier du soutien, l'entreprise doit être immatriculée au Royaume-Uni (ce qui peut inclure les filiales au Royaume-Uni d'entreprises étrangères) ou une organisation ayant son siège au Royaume-Uni.

Pour que les projets puissent bénéficier de dons pour la recherche-développement, ils doivent remplir un certain nombre de critères, parmi lesquels la capacité à favoriser des économies d'énergie importantes, un plan précis pour exploiter au mieux les résultats et la preuve que, sans soutien, ils ne pourraient pas avancer.

Un soutien pourra être apporté aux stades de recherche-développement suivants:

Recherche fondamentale
Recherche industrielle
Développement préconcurrentiel
Stade de la définition ou études de faisabilité

Les coûts ouvrant droit au soutien comprennent: les coûts afférents au personnel, le coût des instruments, du matériel, des terrains et des locaux, ainsi que des services de consultant et services équivalents, les frais généraux supplémentaires et autres dépenses de fonctionnement.

L'aide accordée correspond à un certain pourcentage des coûts y ouvrant droit; l'intensité maximale de l'aide pour les différents stades de recherche-développement est la suivante:

Recherche fondamentale	100 pour cent
Recherche industrielle	50 pour cent
Développement préconcurrentiel	25 pour cent
Étude de faisabilité pour la recherche industrielle	75 pour cent
Étude de faisabilité pour le développement préconcurrentiel	50 pour cent

Il est possible d'accroître l'intensité maximale de l'aide pour les petites et moyennes entreprises bénéficiaires dans les domaines visés à l'article 87 3) a) et 87 3) c) et pour des programmes entrepris dans le cadre du programme-cadre actuel pour la recherche-développement de la Communauté.

f) Montant total budgétisé

2001: environ 0,8 million de livres sterling
2002: environ 1,5 million de livres sterling*

* Estimation. Les chiffres pour 2001 et 2002 correspondent à des exercices.

g) Durée du programme

Programme en cours.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Il n'y a aucun effet sur le commerce étant donné que le seul soutien financier direct a trait uniquement à la recherche et aux projets de démonstration et de développement.

12. Fonds pour les villes anglaises

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le programme a été mis en place pour encourager l'investissement privé dans des zones négligées du pays afin de remettre en état d'anciens sites industriels et des propriétés inoccupées.

c) Fondement et législation

Le Fonds pour les villes anglaises est l'une des nombreuses mesures élaborées pour mettre en œuvre l'engagement pris par le gouvernement dans son Livre blanc sur l'urbanisme (Urban White Paper) de remettre en état d'anciens sites industriels et des propriétés inoccupées et a été approuvé par l'Union européenne en tant qu'aide publique légitime.

La Loi de 1993 sur la réforme des baux emphytéotiques, l'habitat et le développement urbain constitue le fondement de ce programme.

d) Forme de la subvention

Le Fonds pour les villes anglaises est un instrument de développement et d'investissements immobiliers constitué en partenariat limité entre les secteurs public et privé.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Ce fonds ne servira pas à accorder des dons, mais fonctionnera par le biais de solutions d'investissement à long terme, en investissant dans des projets d'utilisation mixte aux abords des villes et des centres-villes.

f) Montant total budgétisé

2001: 117 000 livres anglaises (pour un projet)

2002: 504 000 livres anglaises (pour un projet)

g) Durée du programme

L'autorisation reste valable jusqu'en 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet sur le commerce.

13. Programme de dons aux entreprises

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Dotation en capital pour favoriser le développement ou la modernisation d'entreprises, y compris l'aide aux jeunes entreprises. La création d'emplois fait partie des critères régionaux mais n'est pas impérative.

c) Fondement et législation

Article 8 de la Loi de 1982 sur le développement industriel.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Petites entreprises appartenant aux catégories 1, 2 et 3 des régions d'Angleterre bénéficiant d'une aide, comptant moins de 250 employés. Les versements sont effectués lorsque les entreprises atteignent le seuil de déclenchement des dépenses fixé pour le projet dans leur lettre d'offre (en général par trimestre).

f) Montant total budgétisé

2001: Montant total budgétisé de 3,6 millions de livres sterling dépensé totalement

2002: Montant total budgétisé de 9,9 millions de livres sterling dépensé totalement

g) Durée du programme

Trois ans à partir du 1^{er} avril 2000.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme n'a pas encore été évalué dans la mesure où il est relativement nouveau.

14. Zones d'activités

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Encourager l'activité industrielle et commerciale en supprimant certaines charges administratives et fiscales dans certaines zones bien précises.

c) Fondement et législation

Ce programme est fondé sur l'article 179 et l'annexe 32 de la Loi de 1980 sur les administrations locales et l'aménagement du territoire.

d) Forme de la subvention

Le programme Zones d'activités vise à encourager le dynamisme du secteur privé en supprimant certaines charges fiscales et en assouplissant ou en accélérant l'application de certaines mesures de contrôle administratives ou réglementaires.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Le secteur privé implanté dans la zone bénéficie d'avantages sous forme d'une suppression de certaines charges fiscales.

f) Montant total budgétisé

2001/02: 62 424 livres sterling

2002/03: 68 859 livres sterling (prévision)

g) Durée du programme

Le programme Zones d'activités a été établi par le gouvernement pour une période de dix ans. L'autorisation est valable jusqu'en 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet sur le commerce.

15. Initiative Eureka

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Encourager et soutenir la coopération pour des projets de recherche-développement entre sociétés, organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur européens.

c) Fondement et législation

Loi de 1965 sur la science et la technique.

d) Forme de la subvention

Don jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts du projet admissibles.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée principalement aux PME, aux organismes de recherche et aux établissements d'enseignement supérieur. Les dons sont versés chaque trimestre à terme échu.

f) Montant total budgétisé

2001: 3,5 millions de livres sterling

2002: 3,5 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Lancé en 1985. Aucune date d'expiration n'a été fixée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Non disponible.

16. Programme de bons d'exportation

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Encourager les PME à avoir recours à une aide extérieure pour mettre au point une stratégie planifiée et structurée en matière de commerce international et définir une stratégie d'exportation précise.

c) Fondement et législation

Le programme de bons d'exploitation a été notifié à l'Union européenne en 1995 et mis en place en 1996.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux PME sous forme de bons.

f) Montant total budgétisé

Année 2001: 359 179 livres sterling

g) Durée du programme

De 1996 à 2001. Chaque bon avait une durée de trois mois.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Une mesure utile mais sous-utilisée. A été remplacée. L'analyse statistique du programme de bons d'exportation n'est pas disponible.

17. Déductions pour amortissement accordées la première année aux petites et moyennes entreprises d'Irlande du Nord

c) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

d) Objectif général

Favoriser les entreprises locales et la croissance en Irlande du Nord.

e) Fondement et législation

Le programme a été introduit en mai 1998 pour une période de quatre ans pour contribuer à consolider l'Accord de paix du Vendredi Saint conclu le 10 avril 1998.

Il a été notifié en tant qu'aide publique à la Commission européenne qui l'autorise sous la référence N579/98.

Les dispositions législatives correspondantes ont été introduites dans la Loi de finance de 1998 (article 83), puis modifiées dans la Loi de finance de 1999 (article 78) afin d'être rendues conformes au droit communautaire de la concurrence.

f) Forme de la subvention

Allègement fiscal.

g) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée sous forme d'allègement fiscal par le biais d'une réduction du bénéfice imposable équivalant à 100 pour cent de la valeur des investissements ouvrant droit à la subvention. Elle peut être accordée à toutes les petites et moyennes entreprises constituées en sociétés ou non qui ont des bénéfices imposables et engagent des dépenses pour certains actifs devant être utilisés essentiellement en Irlande du Nord. Cette subvention est comparable à l'allègement fiscal qui est normalement accordé aux PME au Royaume-Uni, dans le cadre duquel les bénéfices imposables sont réduits de 40 pour cent de la valeur de l'investissement ouvrant droit à des subventions.

Les dépenses engagées pour certaines catégories d'actifs n'ouvrent pas droit à des subventions au titre du programme. Sont concernées les dépenses en machines et en équipement destinés à la location, les voitures, les navires de haute mer, les actifs de chemin de fer ou les actifs de longue durée, les véhicules pour le transport de marchandises utilisés par une entreprise de transport routier, ainsi que les actifs utilisés dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche sauf lorsque la dépense a été autorisée par les autorités d'Irlande du Nord.

h) Montant total budgétisé

Les chiffres ci-dessous sont des estimations des coûts totaux, fondées sur des estimations du montant des investissements en machines et en équipements effectués par les PME d'Irlande du Nord.

2001: 25 millions de livres sterling

2002: 20 millions de livres sterling

i) Durée du programme

Jusqu'au 11 mai 2002.

j) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet mesurable n'est attendu.

18. Fonds en faveur de la haute technologie

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Ce fonds a pour objet de combler les lacunes existant dans l'apport de capitaux destinés à être investis dans des PME de haute technologie en démarrage par la création d'un "fonds de fonds". Les 20 millions de livres sterling que le gouvernement a investis dans ce "fonds de fonds" ont été utilisés pour attirer 126,1 millions de livres sterling d'investissement de la part d'investisseurs du secteur privé qui n'avaient encore jamais investi dans le secteur de la haute technologie en démarrage du marché du capital risque.

c) Fondement et législation

Loi de 1982 sur le développement industriel.

d) Forme de la subvention

Il n'est accordé aucune subvention sous forme de dons, de prêts ou d'allégements fiscaux. En revanche, les investisseurs qui investissent dans le fonds bénéficient d'un meilleur rendement de leurs capitaux investis du fait de la position subordonnée des investissements du gouvernement pour ce qui est du calendrier et du montant des prises de bénéfices.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Seuls les investisseurs participant au fonds bénéficient d'un rendement amélioré de leur investissement.

f) Montant total budgétisé

Le gouvernement a investi, en tant qu'investisseur commercial, 20 millions de livres sterling dans le fonds, dont 3 millions en 1999/2000 et 17 millions en 2000/01.

Ces 20 millions de livres sterling constituent un investissement unique. Le gouvernement n'investira pas de fonds supplémentaires dans ce fonds.

g) Durée du programme

Initialement deux ans, bien que le fonds ait une durée de vie minimum de dix ans.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Néant. Le fonds a pour objet de combler les lacunes existant dans l'apport de capitaux destinés à être investis dans des PME de haute technologie en démarrage.

19. Programme Highland Opportunity

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Programme régional en faveur de l'investissement dans de nouvelles PME ou dans des PME en croissance situées dans la région d'Écosse relevant du Conseil régional des Highlands, à des fins de développement, de diversification et de création d'emplois.

c) Fondement et législation

Article 48 4) de la Loi de finances de 1982.

d) Forme de la subvention

Prêts allant de 1 000 à 50 000 livres sterling.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

Les prêts, non garantis en-deçà de 20 000 livres sterling mais garantis au-delà de cette somme, sont accordés à des PME pour une durée de sept ans au plus, à des taux d'intérêt de 5 pour cent au plus.

- f) Montant total budgétisé

278 000 livres sterling en 2001/02

259 775 livres sterling en 2002/03

- g) Durée du programme

Indéterminée.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

En 2001/02, soit la période la plus récente pour laquelle on dispose de données, 45 PME ont bénéficié de prêts, dont le montant moyen s'élevait à 6 177 livres sterling.

Cent vingt-sept équivalents emplois à plein temps ont été créés.

20. Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Financer d'importants investissements dans les Highlands en Écosse.

- c) Fondement et législation

Article 83 de la Loi sur les administrations locales (Écosse).

- d) Forme de la subvention

Prêts.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

N'importe quelle entreprise située dans les Highlands peut demander à bénéficier de prêts garantis à faible taux d'intérêt.

- f) Montant total budgétisé

403 000 livres sterling en 2001

650 000 livres sterling en 2002

- g) Durée du programme

Indéterminée.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

21. Initiative en faveur des Highlands et des îles: programme de recherche-développement et d'innovation en faveur des PME

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Stimuler et soutenir la R-D appliquée des PME en tant que préalable aux investissements qui conduisent à la diversification et au développement de l'économie locale. Il existe une étroite corrélation entre l'innovation des entreprises et la croissance économique régionale. La part du budget des entreprises consacrée à la recherche-développement dans les Highlands et les îles est inférieure à la moyenne écossaise, elle-même inférieure au niveau des dépenses de R-D dans l'ensemble du Royaume-Uni. La recherche-développement dans cette région souffre essentiellement des difficultés suivantes:

- a) La prédominance des PME (17 380 entreprises de la région (soit 99,7 pour cent) emploient moins de 200 personnes).
- b) La productivité de l'économie, qui est inférieure à la moyenne (de récentes données d'Eurostat concernant le PIB annuel par habitant dans la région des Highlands et des îles font apparaître qu'elle se situait entre 75 pour cent et 77 pour cent de la moyenne de l'UE entre 1994 et 1997).
- c) Les coûts élevés dus à la situation périphérique et à la faible densité de population. Ces facteurs pèsent non seulement sur le coût des matériaux, mais aussi sur celui des services et des compétences techniques des principaux organismes de recherche-développement, qui sont rares dans la région ou aux alentours. Il n'existe pas d'universités dans la région.
- d) La base de la pyramide des connaissances et des compétences spécialisées permettant de développer des idées et de mener des activités de recherche-développement est étroite.

- c) Fondement et législation

Le programme s'inscrit dans le cadre des activités de développement économique et communautaire du service de développement régional du gouvernement écossais dans la région des Highlands et des îles. L'Initiative en faveur des Highlands et des îles a été créée par la Loi de 1990 sur les entreprises et les villes nouvelles (Écosse), qui lui a conféré le statut d'organisme.

- d) Forme de la subvention

Dons.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires doivent être des PME répondant à la définition de la PME donnée par l'UE, ou des établissements de recherche pour le compte de PME.

- f) Montant total budgétisé

55 227 livres sterling (dépenses réelles) en 2001

215 357 livres sterling (dépenses réelles) en 2002

- g) Durée du programme

Du 6 septembre 2001 au 31 décembre 2011.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet direct, étant donné que les projets de recherche-développement ne consistent normalement pas à produire des biens marchands. Les investissements qui en résultent débouchent sur la production de marchandises et de services dans un grand nombre de secteurs - le programme n'est pas axé sur un secteur spécifique ni sur un marché particulier qu'il favoriserait (le marché local ou le marché d'exportation des produits finals). La majorité des entreprises de la région approvisionnent les marchés du Royaume-Uni.

22. Initiatives en faveur des Highlands et des îles: Programme pour l'investissement initial et la création d'emplois

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Création et développement d'entreprises à la faveur d'investissements, dans le but de créer des emplois et de diversifier l'offre sur le marché du travail, ainsi que d'améliorer, dans une région géographiquement désavantagée, le revenu moyen et le PIB régional et la parité de la population.

- c) Fondement et législation

Le programme s'inscrit dans le cadre des activités de développement économique et communautaire du service de développement régional du gouvernement écossais dans la région des Highlands et des îles. L'Initiative en faveur des Highlands et des îles a été créée par la Loi de 1990 sur les entreprises et les villes nouvelles (Écosse), qui lui a conféré le statut d'organisme régional non ministériel.

- d) Forme de la subvention

Dons, prêts et bonifications d'intérêts.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

Toutes les entreprises situées dans les régions bénéficiant de l'aide, les PME installées exclusivement dans les régions qui ne bénéficient pas de l'aide, sous réserve d'une restriction sectorielle applicable à toutes les entreprises.

f) Montant total budgétisé

Paiements effectués en 2001: dons: 8 754 943 livres sterling; bonifications d'intérêts: 9 389 livres sterling; prêts: 480 157 livres sterling;

Paiements effectués en 2002: dons: 12 772 225; bonifications d'intérêts: 17 211 livres sterling; prêts: 175 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Du 14 juin 2001 au 31 décembre 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'aide est accordée aux entreprises domiciliées sur place et opérant dans toutes sortes de secteurs admis à bénéficier de l'Aide régionale au titre des règles de l'UE. Les marchés approvisionnés peuvent être locaux ou non. Il importe que les investissements se traduisent par des échanges viables et durables. L'immense majorité des sociétés bénéficiant de l'aide sont petites et approvisionnent les marchés britanniques. Il n'existe aucune estimation de la production/des ventes, étant donné que l'aide vise la création d'emplois et de richesse, et non pas la production.

23. Mécanisme national de garantie des crédits à la construction navale

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le programme a pour objet de financer la construction, l'achèvement ou la transformation de navires et d'installations flottantes mobiles dans un chantier naval agréé par le Secrétaire d'État au moyen de garantie pour le remboursement des prêts (et le paiement des intérêts y afférent) consentis à des organismes du Royaume-Uni.

c) Fondement et législation

Article 10 de la Loi de 1972 relative à l'industrie (modifiée par les articles 23 et 24 de la Loi de 1975 relative à l'industrie et par l'article 2 de la Loi de 1979 relative à la construction navale).

d) Forme de la subvention

Garanties de prêts.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux armateurs sous forme d'un taux d'intérêt fixe (7,5 pour cent pour des périodes de remboursement allant jusqu'à huit ans et demi; et taux d'intérêt commercial de référence pour des périodes de remboursement de huit ans et demi à 12 ans) dans le cadre d'accords de péréquation des intérêts passés avec les banques.

f) Montant total budgétisé

En tant que mécanisme de garanties de prêts, le programme n'engage des dépenses que lorsqu'un emprunteur est défaillant et que la garantie du Département du commerce et de l'industrie doit intervenir. Il n'y a aucun versement ni engagement en matière de dépenses. Cependant, le montant total des engagements pris au titre du programme par le Département du commerce et de l'industrie au 31 décembre 2001 et 2002 s'élève à:

147 705 000 livres sterling en 2001; et à
112 300 000 livres sterling en 2002.

g) Durée du programme

Les ministres examinent actuellement la poursuite du programme.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet d'offrir aux acheteurs britanniques de navires des modalités financières aussi intéressantes que celles qui sont offertes par les autres pays signataires du Mémorandum d'accord de l'OCDE sur les subventions à la construction navale, et donc d'éviter que les chantiers navals britanniques ne soient désavantagés.

24. Adaptation du secteur industriel (Industry Forum Adaptation)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Produits chimiques: Amorcer la mise en place d'une source d'information sur les meilleures pratiques dans le but de faciliter le renforcement des entreprises britanniques opérant dans le secteur des produits chimiques et de la transformation.

Aider l'industrie britannique à économiser 120 millions de livres sterling au terme du programme triennal (2000-2003) sur le plan de la gestion des procédés de fabrication (61 millions de livres sterling économisés à la date d'octobre 2002).

Pétrole et gaz: Le Département du commerce et de l'industrie apportera son concours à la mise en œuvre du projet LOGIC (Leading Oil and Gas Industry Competitiveness) pendant les trois premières années. Les cotisations annuelles des Membres et des activités commerciales ont permis de réunir des fonds supplémentaires.

Métallurgie: Le Département du commerce et de l'industrie apporte son concours à la mise en œuvre du projet MICE (Metals Industry Competitive Enterprise) pendant les cinq premières années. Des contributions en nature des partenaires et des activités commerciales ont permis de réunir des fonds supplémentaires. Le projet a pour objet d'améliorer la compétitivité des industries métallurgiques.

c) Fondement et législation

Législation du Département du commerce et de l'industrie: Loi de 1965 relative à la Science et à la technologie.

Le Livre blanc sur la compétitivité intitulé "Our Competitive Future", publié en décembre 1999, met en évidence le rôle clé des partenariats sectoriels, des initiatives concernant la chaîne d'approvisionnement de l'industrie et la création de réseaux. C'est dans ce Livre blanc qu'a été proposé le programme "Adaptation du secteur industriel".

Produits chimiques: Livre blanc intitulé "Building a Knowledge Driven Economy" – le Secrétaire d'État a approuvé l'allocation de 15 millions de livres sterling aux secteurs industriels britanniques pour qu'ils développent leur propre branche. En novembre 2000, le service des produits chimiques du Département du commerce et de l'industrie a passé contrat avec l'Association des industries chimiques (Chemical Industries Association).

Pétrole et gaz: Le Secrétaire d'État a approuvé l'offre soumise par la Direction du développement de l'industrie du pétrole et du gaz (OGID) du Département du commerce et de l'industrie, Aberdeen, pour que le projet LOGIC (Leading Oil and Gas Industry Competitiveness) adapte le programme Adaptation du secteur industriel aux besoins du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz. L'industrie du pétrole et du gaz bénéficiera dans le cadre de ce projet LOGIC de conseils et d'une formation en matière d'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cette subvention devrait assurer son autofinancement au bout de la cinquième année, à condition que LOGIC atteigne les objectifs de son plan d'action.

Métallurgie: L'autorisation a été donnée pour que le projet adapte le programme Adaptation du secteur industriel aux besoins du secteur de la production et du traitement des métaux. Des conseils et une formation seront proposés dans le cadre du projet MICE qui porteront sur la production allégée et les améliorations pouvant être apportées à la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Produits chimiques: Association des industries chimiques; des factures sont présentées sur une base trimestrielle au Service des produits chimiques du Département du commerce et de l'industrie, qui effectue les paiements par virement.

Pétrole et gaz: Don à LOGIC (Leading Oil and Gas Industry Competitiveness), Aberdeen, prélevé sur le budget de l'innovation. Il correspond à 38 pour cent des coûts nets ouvrant droit à subvention, qui ont été supportés et pris en charge; il est versé par tranches sur présentation des pièces justificatives. Chaque demande de LOGIC est accompagnée des pièces suivantes:

- rapport d'avancement du projet
- les comptes annuels les plus récents
- une estimation du coût du projet
- un rapport d'un expert comptable indépendant.

Ce projet est placé sous la direction et le contrôle de la Direction du développement de l'industrie du pétrole et du gaz (OGID), du Département du commerce et de l'industrie, Aberdeen.

Métallurgie: Don à METSKILL, l'organisation nationale de formation de l'industrie métallurgique établie à Sheffield, prélevé du budget de l'innovation. Il représente 40 pour

cent des coûts nets ouvrant droit à subvention et est payé par tranches sur demande de MICE. Chaque demande est accompagnée des pièces suivantes:

- un rapport d'avancement du projet
- les comptes annuels les plus récents
- une estimation du coût du projet.

et tous les trimestres:

- un rapport d'un expert comptable indépendant.

Ce projet est placé sous le contrôle du Service des matériaux et de l'ingénierie du Département du commerce et de l'industrie, Londres.

f) Montant total budgétisé

Produits chimiques: 625 016 livres sterling au cours de l'exercice 2001/02
498 000 livres sterling au cours de l'exercice 2002/03

Pétrole et gaz: 365 464 livres sterling en 2001
625 052 livres sterling en 2002

Métallurgie: 582 134 livres sterling en 2001
614 838 livres sterling en 2002

g) Durée du programme

Indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Produits chimiques: inconnus à ce stade.

Pétrole et gaz: L'objectif général est d'améliorer la compétitivité de l'industrie britannique de la distribution de ce secteur et, ce faisant, de développer au maximum les ressources britanniques en hydrocarbures. Une réduction du coût total de production du pétrole et du gaz provenant des gisements de la plate-forme continentale britannique, passant de 11 à 12 dollars le baril à moins de 10 dollars le baril, serait un indicateur global de l'efficacité du projet.

Métallurgie: L'objectif global est d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises britanniques du secteur de la production et de la transformation des métaux par l'introduction généralisée des techniques de production allégées et par une amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Une grande partie du coût du projet a été supportée au stade de lancement du projet et portait sur le recrutement et la formation des ingénieurs experts.

25. Invest Northern Ireland (NI) – Accord de promotion immobilière

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Encourager le secteur privé à construire des bâtiments destinés à accueillir des projets soutenus par Invest NI.
- c) Fondement et législation

Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).
- d) Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Don.
- e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux promoteurs immobiliers, généralement sous la forme d'un montant forfaitaire une fois la construction du bâtiment achevée de manière satisfaisante.
- f) Montant total budgétisé

2001: 1 038 929,75 livres sterling
2002: 1 117 378,07 livres sterling
- g) Durée du programme

Indéterminée.
- h) Évaluation des effets sur le commerce

Effets minimes.

26. Invest NI – Programme de promotion immobilière

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.
- b) Objectif général

Encourager le secteur privé à construire des bâtiments destinés à accueillir des projets soutenus par Invest NI.
- c) Fondement et législation

Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).
- d) Forme de la subvention

Don.
- e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux promoteurs immobiliers, généralement sous la forme d'un montant forfaitaire une fois la construction du bâtiment achevée de manière satisfaisante.

f) Montant total budgétisé

2001: 49 600 livres sterling

2002: 77 000 livres sterling

g) Durée du programme

Indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Effets minimes.

27. Invest NI – Terrains et bâtiments industriels

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Fournir des terrains et des bâtiments industriels aux entreprises soutenues par Invest NI.

c) Fondement et législation

Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

Invest NI finance l'acquisition de terrains et la construction de bâtiments industriels standardisés qui sont ensuite fournis à leur valeur marchande courante aux entreprises que cette agence soutient.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Invest NI finance l'acquisition de terrains et la construction de bâtiments industriels standardisés qui sont ensuite fournis à leur valeur marchande courante aux entreprises que cette agence soutient. Le processus d'octroi est continu du fait qu'il reste toujours un certain nombre de terrains et de bâtiments industriels n'ayant pas été loués ni vendus.

f) Montant total budgétisé

2001: 13 638 909 livres sterling

2002: 8 914 465 livres sterling

g) Durée du programme

Indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Effets minimes.

28. Investissement de lancement pour des projets du secteur aérospatial civil

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Conception, réalisation, aide en matière d'enseignement, main-d'œuvre, matériaux et frais généraux.

- c) Fondement et législation

Loi de 1982 sur l'aviation civile.

- d) Forme de la subvention

Investissement public remboursable mais à risque partagé.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

L'assistance en matière de recherche-développement est remboursable par des prélèvements sur les ventes de cellules, moteurs et pièces de rechange tout au long de leur durée d'utilisation. Les bénéficiaires de l'investissement sont les fabricants d'aéronefs civils et de moteurs d'aéronefs.

- f) Montant total budgétisé

2001: 45 millions de livres sterling
2002: 98,8 millions de livres sterling

- g) Durée du programme

Indéterminée.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Les programmes de recherche-développement en coopération ont été instaurés afin d'aider l'industrie britannique à conserver et à améliorer sa situation concurrentielle par la mise en œuvre de projets préconcurrentiels novateurs en matière de recherche-développement, devant permettre, à l'expiration du soutien accordé par les pouvoirs publics, la mise au point de procédés et produits améliorés.

29. Programme LINK de recherche en coopération

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Le programme LINK de recherche en coopération vise à renforcer la collaboration entre les entreprises, les milieux universitaires et les centres de recherche dans des domaines fondamentaux de la science, de la technologie et de l'ingénierie.

Il s'agit d'une initiative menée à l'échelle de l'administration britannique à laquelle participent la plupart des départements publics du Royaume-Uni ayant des intérêts importants dans la recherche-développement. Ce programme est administré par l'Office de la science et de la technologie du Département du commerce et de l'industrie.

c) Fondement et législation

Le fondement juridique du programme est la Loi de 1965 sur la science et la technique.

d) Forme de la subvention

L'aide publique est fournie sous forme de dons.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires de ces dons sont des entreprises industrielles, des universités et des centres de recherche. Chaque projet subventionné doit faire appel au moins à une entreprise industrielle et à une université ou un centre de recherche.

Le programme LINK de recherche en coopération soutient des projets de recherche dans l'industrie. Le soutien accordé ne peut pas s'élever à plus de 50 pour cent des coûts du projet qui peuvent être pris en considération. Lorsque des organismes publics de recherche participent au programme, leur contribution est comprise dans le calcul du pourcentage de l'aide.

À compter de mai 2002, le programme a été élargi pour englober également:

- la recherche fondamentale, avec un pourcentage d'aide de 100 pour cent. L'aide aux entreprises est possible uniquement si ce type de recherche n'est associé à aucun objectif industriel ou commercial d'une entreprise particulière, et exige la garantie d'une large diffusion des résultats des travaux de recherche;
- des études de faisabilité technique préalables à des travaux de recherche industrielle, le pourcentage d'aide pouvant atteindre 75 pour cent;
- des travaux de recherche industrielle menés en collaboration entre plusieurs entreprises, le pourcentage d'aide pouvant atteindre 50 pour cent;
- des études de faisabilité technique préalables à des activités de développement préconcurrentiel, le pourcentage d'aide pouvant atteindre au maximum 50 pour cent; et
- des activités de développement préconcurrentiel menées en collaboration par des entreprises et des instituts de recherche, le pourcentage d'aide pouvant atteindre au maximum 25 pour cent.

f) Montant total budgétisé

2001/02: 43 millions de livres sterling (financement public total pour tous les participants).

2002/03: 43 millions de livres sterling (financement public total pour tous les participants).

g) Durée du programme

Le programme n'est pas limité dans le temps. La présente notification est valable jusqu'en décembre 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme LINK de recherche en coopération peut donner un avantage à certaines entreprises et renforcer leur position par rapport à celle de leurs concurrents dans d'autres États membres. En notifiant le programme aux CE, le Royaume-Uni a satisfait à son obligation au titre de l'article 88 3) du Traité instituant la CE. La Commission a conclu que l'aide en question remplit les critères qui la rendent compatible avec le Traité.

30. Collectivités locales – Assistance fournie aux PME

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Permettre aux collectivités locales d'Angleterre, d'Écosse et du pays de Galles de soutenir les petites et moyennes entreprises.

c) Fondement et législation

Article 2 de la Loi de 2000 sur les administrations locales (ancien article 33 de la Loi de 1989 sur les administrations locales et le logement)

d) Forme de la subvention

Dons, prêts, garanties et conseils.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Ce programme permet aux collectivités locales, qui sont tenues de promouvoir le bien-être économique, social et environnemental dans leurs régions, de soutenir des PME exerçant leurs activités dans ces régions à partir de leur propre budget (plutôt que dans le cadre de programmes mis en œuvre par l'administration centrale) au moyen de différents types de subventions.

f) Montant total budgétisé

2001: 83 527 344 livres sterling
2002: 79 291 891 livres sterling

g) Durée du programme

Ce programme est autorisé jusqu'en 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

31. Merseyside - Programme d'aide à l'investissement pour des régions spéciales et des sites clés

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Favoriser le développement, la modernisation et l'efficacité d'une branche de production et créer, augmenter ou maintenir la capacité de production. Les projets subventionnés doivent créer ou sauvegarder des emplois et être viables et durables d'un point de vue commercial.

c) Fondement et législation

Le programme a été mis en place pour permettre aux collectivités locales de la région de Merseyside d'aider des non-PME dans des cas où un projet susceptible de procurer des avantages économiques importants à la région exige un soutien financier local pour continuer.

d) Forme de la subvention

Dons de nature discrétionnaire pour garantir un investissement par des non-PME dans des cas où un soutien financier local est essentiel pour permettre au projet de se poursuivre. Pour chaque projet, il doit être fait clairement la démonstration de sa complémentarité et il doit être fourni un motif précis justifiant l'octroi de l'aide.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les non-PME peuvent être aidées dans tout secteur ne faisant pas expressément l'objet de restrictions sectorielles communautaires. La subvention prend la forme d'une aide à l'investissement et le projet doit être mis en place dans la région de Merseyside qui bénéficie de l'aide.

f) Montant total budgétisé

2001: 2,015 millions de livres sterling

2002: donnée non disponible

g) Durée du programme

Le programme se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2006 sauf si un programme de remplacement est notifié.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme ne devrait pas directement être la cause d'une délocalisation de l'investissement ou de l'emploi. Les projets doivent apporter un avantage net sur le plan commercial à la sous-région de Merseyside.

32. Aide à la formation pour MG Rover

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Dispenser principalement une formation générale au personnel de l'entreprise directement bénéficiaire pour accroître l'aptitude à l'emploi sur le long terme de chaque travailleur et apporter des avantages étendus à la communauté en général en mettant en place des installations et un savoir-faire dans le cadre de l'infrastructure locale de formation.

Créer des cours ouverts à toutes les autres entreprises.

Élargir la base de personnes qualifiées dans la région des West Midlands qui est actuellement la région du Royaume-Uni la plus susceptible de signaler des difficultés dans le recrutement de main-d'œuvre qualifiée.

Multiplier les partenariats d'enseignement comme fondement d'une culture de formation continue à vie.

c) Fondement et législation

Loi de 2000 sur l'enseignement et la formation, chapitre 21, partie 1, articles 2.3 c), 3.1 b), 3.3 a) et c), 4 a), b) et c), 5.1 a), 5.2 a), b) et c).

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

MG Rover, en tant qu'aide sur justification des dépenses admissibles.

f) Montant total budgétisé (aide versée pendant l'année civile 2001 ou l'exercice financier 2001/02 et aide budgétisée ou dépensée, si disponible, pour l'année civile 2002 ou pour l'exercice financier 2002/03)

Montant versé en 2001/02: 3 051 000 livres sterling

Budget 2001/02: 2 634 772 livres sterling

Montant versé en 2002/03: Zéro

Budget 2002/03: 1 169 011 livres sterling

g) Durée du programme

Jusqu'en décembre 2005.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Effets inconnus.

33. Programme de formation pour les nouveaux travailleurs (NETS)

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Améliorer la productivité des microentreprises commerciales artisanales et rurales situées dans les régions rurales d'Angleterre grâce à un programme de formation professionnelle modulaire pour leurs nouveaux travailleurs.

- c) Fondement et législation

Programme du Royaume-Uni mis en œuvre par le Conseil du développement rural au titre de l'article 9 de la Loi de 1947 sur les administrations locales et avec l'autorisation du Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) en 2000.

- d) Forme de la subvention

Don.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est versée à deux fournisseurs de formation qui dispensent les cours et s'occupent du remboursement des frais de voyage et de logement.

- f) Montant total budgétisé

2001: 0,46 million de livres sterling

2002: 0,45 million de livres sterling

- g) Durée du programme

Le programme se termine en mars 2004.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Peu d'effet: Les microentreprises travaillant sur les marchés locaux et certains marchés nationaux.

34. Programmes "New Deal"

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Les programmes "New Deal" sont un pilier de la stratégie appliquée par les pouvoirs publics pour favoriser l'emploi de ceux qui peuvent travailler et, en contrepartie, pour soutenir ceux qui ne peuvent pas travailler. Cet objectif est étayé par trois objectifs publics:

- faire des progrès d'ici au printemps 2006 en ce qui concerne le relèvement du taux d'emploi et l'abaissement du taux de chômage sur la durée du cycle économique;
- pendant les trois ans qui restent jusqu'au printemps 2006, augmenter les taux d'emploi dans les régions défavorisées et pour les groupes défavorisés, compte tenu du cycle économique: parents isolés, minorités ethniques, personnes âgées de 50 ans et plus, personnes le moins qualifiées et les 30 circonscriptions locales dont la situation initiale sur le marché de la main-d'œuvre est la plus faible, et réduire de façon notable l'écart existant entre leurs taux d'emploi et le taux général;
- réduire de 6,5 pour cent la proportion d'enfants vivant dans des familles où personne ne travaille, au cours des trois ans allant du printemps 2003 au printemps 2006.

Les pouvoirs publics utilisent un certain nombre de mécanismes de prestations pour encourager les gens à travailler, dont ceux mentionnés ci-après pour lesquels les programmes "New Deal" sont l'un des instruments:

- le service Jobcentre Plus (le service public britannique de l'emploi) qui aide les gens à trouver du travail et à percevoir les allocations auxquelles ils ont droit, et les employeurs à pourvoir leurs postes vacants;
- des politiques permettant d'accroître l'offre de main-d'œuvre en encourageant les personnes inactives à rechercher du travail;
- la continuité des politiques en vigueur visant à augmenter l'efficacité du marché du travail;
- L'ajustement des stratégies aux besoins spécifiques des groupes défavorisés;
- l'accroissement de la participation des employeurs (et la promotion auprès d'eux de l'utilisation de ressources de main-d'œuvre inexploitées).

c) **Fondement et législation**

Les programmes "New Deal" donnent aux personnes à la recherche d'un emploi et, dans certains cas, à celles qui reçoivent des allocations pour raisons de santé, la possibilité d'améliorer leur aptitude à l'emploi et de trouver un travail. Il y a six programmes "New Deal":

Le "New Deal" pour les jeunes (de 18 à 24 ans) (NDYP).

Le "New Deal" pour les personnes de 25 ans et plus (pour les adultes) (ND25+).

Le "New Deal" pour les parents isolés: un programme volontaire conçu spécialement pour aider les parents isolés qui veulent travailler. Peuvent en bénéficier tous les parents isolés qui ne travaillent pas ou travaillent moins de 16 heures par semaine.

Le "New Deal" pour les personnes handicapées: programme volontaire pour ceux qui reçoivent des allocations pour raisons de santé.

Le "New Deal" pour les partenaires: un programme volontaire pour ceux dont les conjoints, concubins ou autres partenaires ont reçu des allocations – y compris différentes primes d'invalidité – pendant six mois ou davantage.

Le "New Deal" pour les personnes de 50 ans et plus.

La Commission européenne a exprimé, dans une lettre datée du 29 octobre 1998, son opinion selon laquelle l'article 87 1) – l'ancien article 92 – n'est pas applicable aux programmes "New Deal" et que par conséquent les programmes "New Deal" en cours ne font pas appel à une aide d'État. Le gouvernement a annoncé en mars 2000 qu'il avait l'intention d'améliorer l'actuel "New Deal" pour les personnes de 25 ans et plus de façon à l'aligner plus sur le "New Deal" pour les personnes de 18 à 24 ans. Ces modifications n'ont pas eu d'effet sur la nature du programme, ni sur son champ d'application général, par conséquent la question de l'aide d'État ne s'est pas à nouveau posée.

d) **Forme de la subvention**

Montant versé directement aux employeurs participant aux programmes, à des taux fixés (voir ci-dessous).

e) **À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux employeurs participant aux programmes. Elle est destinée à les dédommager pour une éventuelle baisse de productivité et pour les activités de formation supplémentaires qu'ils assurent. Le principal objectif de la subvention est d'encourager les employeurs à recruter des chômeurs de longue durée.

Pour participer aux programmes "New Deal" et recevoir la subvention, l'employeur doit signer un accord qui établit les critères de qualité suivants:

- les employés au bénéfice d'un programme "New Deal" recevront une formation qui doit être décrite dans ses grandes lignes dans le programme de formation individuelle (voir ci-dessous);
- lorsque les employés au bénéfice d'un programme "New Deal" font preuve de l'aptitude et de la motivation nécessaires, les employeurs s'efforceront à continuer de les employer à la fin de la période couverte par la subvention;
- les personnes déjà employées ne seront pas licenciées afin de libérer des postes pour l'Option emploi; et
- l'employeur ne doit pas tirer un profit en espèces de la subvention et doit accepter de satisfaire aux prescriptions du salaire minimal national (NMW).

Lorsqu'un employeur signe l'accord, le service Jobcentre Plus choisit un demandeur d'emploi et l'envoie à l'employeur. Lorsque l'employeur s'est mis d'accord avec le demandeur d'emploi sur le programme de formation individuelle, le Jobcentre Plus verse à l'employeur la subvention (voir ci-dessous), soit sous la forme d'un montant forfaitaire, soit sous forme de versements échelonnés, en fonction des préférences de l'employeur.

Les subventions sont versées aux employeurs aux taux suivants:

- pour le NDYP, 60 livres sterling par semaine au maximum, pendant 26 semaines au maximum;

- pour le ND25+, 75 livres sterling par semaine au maximum, encore une fois pendant 26 semaines au maximum.

Pour le NDYP, une subvention supplémentaire pour la formation, pouvant atteindre 750 livres sterling par employé au bénéfice d'un programme "New Deal", peut être demandée.

f) Montant total budgétisé

2001: exercice financier 2001/02

- Subventions à l'employeur pour le programme NDYP – 11,9 millions de livres sterling
- Subventions à l'employeur pour le programme ND25+ – 14,4 millions de livres sterling
- Subventions à l'employeur pour la formation dans le cadre du programme NDYP – 3,7 millions de livres sterling (pas d'équivalent pour le programme ND25+)

2002: exercice financier 2002/03 (chiffres provisoires)

- Subventions à l'employeur pour le programme NDYP – 13,3 millions de livres sterling
- Subventions à l'employeur pour le programme ND25+ – 12,1 millions de livres sterling
- Subventions à l'employeur pour la formation dans le cadre du programme NDYP – 1,7 million de livres sterling (pas d'équivalent pour le programme ND25+)

g) Durée du programme

L'Option emploi subventionné fait partie des programmes NDYP et ND25+ et a une durée de 26 semaines.

Toutefois, les programmes "New Deal" prévoient plus que cet élément et intensifient le soutien à l'individu à mesure que s'allonge sa période de chômage. Un jeune qui a été au chômage pendant six mois ou un adulte pendant 18 mois est tenu de s'inscrire au programme "New Deal". Le demandeur d'emploi bénéficie d'un conseiller personnel qui le soutient jusqu'au bout. Le programme commence par une période "passerelle" (Gateway), qui peut durer jusqu'à quatre mois, pour aider les personnes à trouver un travail, surmonter les obstacles à l'emploi et leur donner les compétences, autres que professionnelles, dont elles ont besoin pour réussir sur le marché du travail. Ceux qui ne trouvent pas de travail pendant cette période initiale doivent participer à une période d'activité intensive de trois mois pendant laquelle ils ont un accès flexible, sur mesure, à une formation de base, à une formation professionnelle, à une expérience professionnelle et à un soutien au travail indépendant. Pour ceux qui sont toujours au chômage à la fin de cette période, une période de soutien de suivi, brève et intensive, permet de s'assurer que ces personnes reçoivent une aide pour mettre à profit leur expérience et trouver rapidement un emploi. Outre le travail subventionné, le programme NDYP offre une option de 12 mois d'études ou de formation à plein temps.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet sur le commerce: ce programme fait partie des services publics assurés par l'État.

35. Irlande du Nord – Aide en faveur de la Société des grands événements sportifs, artistiques et culturels de l'Irlande du Nord (Northern Ireland Events Company)

a) Période sur laquelle porte la notification

Janvier à décembre 2001.

b) Objectif général

Financement public de grands événements sportifs, artistiques et culturels qui rehaussent l'image internationale de l'Irlande du Nord, favorisent la cohésion sociale et génèrent des retombées économiques régionales.

c) Fondement et législation

Soutien de l'État en faveur d'une stratégie sur dix ans de financement de grands événements pour l'Irlande du Nord. L'Irlande du Nord jouit du statut conféré par l'article 87 3) a) du Traité.

d) Forme de la subvention

Don - mécanisme de garantie.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont destinées aux organisateurs des événements et leur sont versées en espèces en fonction des dépenses admises pour les événements approuvés.

f) Montant total budgétisé

2001: 1,1 million de livres sterling

2002: sans objet

g) Durée du programme

Programme en cours.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Nuls ou négligeables.

36. Irlande du Nord – Programme d'aide à court terme ("Buying Time")

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Aide à court terme permettant à des sociétés en difficulté de présenter un plan de restructuration échelonné dans le temps en attendant qu'une décision soit rendue sur l'à-propos d'un tel plan.

c) Fondement et législation

Le programme est prévu dans les Lignes directrices en matière de sauvetage et de restructuration d'entreprises et relève de la Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

Mise de capital social.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est octroyée à des entreprises manufacturières ou de commerce international d'Irlande du Nord qui éprouvent des difficultés.

f) Montant total budgétisé

2001: 773 324 livres sterling
2002: 1 068 250 livres sterling

g) Durée du programme

2001-2002 à 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

À évaluer.

37. Irlande du Nord – Exonération de la taxe de changement climatique (CCL) pour le gaz naturel en Irlande du Nord

a) Période sur laquelle porte la notification

La notification porte sur la période comprise entre le 1^{er} avril 2001 et le 31 mars 2006.

b) Objectif général

Le marché de l'énergie de l'Irlande du Nord diffère considérablement de celui du reste du Royaume-Uni. Plus précisément, le gaz naturel n'est pas largement accessible aux utilisateurs commerciaux et domestiques. Pour encourager le développement du jeune marché du gaz en Irlande du Nord, une exonération temporaire d'au plus cinq ans de la taxe de changement climatique applicable au gaz naturel a été demandée. Cette exonération aurait pour effet de réduire les émissions d'hydrocarbures (conformément à l'objectif global de la taxe) au fur et à mesure que les entreprises abandonneraient les combustibles à haute teneur en hydrocarbures tels que le mazout au profit du gaz naturel.

c) Fondement et législation

La taxe de changement climatique est une mesure prévue dans la Loi de finances de 2000, Partie II, article 30 ainsi que dans ses annexes 6 et 7. Les dispositions législatives concernant cette exonération particulière se trouvent à l'annexe 6.

d) Forme de la subvention

Exonération fiscale – les entreprises qui consomment du gaz naturel en Irlande du Nord ont droit à une exonération de la taxe de changement climatique.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux propriétaires d'installations industrielles ou commerciales qui consomment ou consommeront du gaz naturel en Irlande du Nord, et prend la forme d'une exonération de la taxe de changement climatique. Étant donné que la taxe s'applique au taux maximum de 0,15 penny (du Royaume-Uni) le kWh pour le gaz naturel consommé par les entreprises en Irlande du Nord au cours de la période considérée (2001-2002), la subvention représente une valeur maximale de 0,15 penny (du Royaume-Uni) le kWh.

f) Montant total budgétisé

Le montant maximum de subventionnement par unité est de 0,15 penny (du Royaume-Uni) le kWh. En utilisant les statistiques de la consommation de gaz par les entreprises qui seraient normalement assujetties à la taxe de changement climatique, on arrive aux chiffres estimatifs suivants pour la valeur totale de la subvention:

2001: 1,8 million de livres sterling

2002: 3,1 millions de livres sterling

g) Durée du programme

L'exonération est censée être en vigueur du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2006, soit une période de cinq ans.

h) Évaluation des effets sur le commerce

En 2001 et 2002, quelque 12,7 et 12,5 TWh respectivement de gaz naturel ont été importés en Irlande du Nord. En 2001, environ 12,5 pour cent de toutes les importations de gaz ont été livrées à des consommateurs industriels et commerciaux passibles de la taxe de changement climatique; les 87,5 pour cent restants ont été livrés aux secteurs de la production d'électricité et de la consommation domestique, qui échappent à cette taxe.

La proportion des importations totales de gaz livrée aux consommateurs industriels et commerciaux en 2002 n'est pas encore disponible. D'après les tendances passées, une proportion estimative de 16,6 pour cent de toutes les importations de gaz seraient livrées à ces utilisateurs finals.

Il n'existe pas pour le moment de moyen de recenser les utilisateurs industriels et commerciaux individuels qui achètent du gaz naturel (et les secteurs auxquels ils appartiennent). De ce fait, il n'est pas possible d'établir de statistiques de la production, des importations et des exportations pour les secteurs qui bénéficient de la subvention, ni donc d'analyser les effets de cette dernière sur le commerce.

38. Aide financière ciblée en Irlande du Nord

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Il s'agit du principal mécanisme d'assistance utilisé en Irlande du Nord pour attirer de nouveaux investissements étrangers et encourager les entreprises à développer leur compétitivité internationale et ainsi assurer leur croissance et bénéficier de meilleures perspectives d'emplois. Ce programme est l'équivalent nord-irlandais du Programme d'aide régionale ciblée en Grande-Bretagne.

Le programme permet uniquement de subventionner la création d'un nouvel établissement, l'expansion d'un établissement existant ou le démarrage d'une activité supposant un changement fondamental de produit ou de procédé de fabrication dans un établissement existant. Un tel changement peut consister en un programme de rationalisation, de diversification ou de modernisation de l'entreprise.

c) Fondement et législation

Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

Subvention en capital, subvention d'exploitation, prêt, garantie de prêt ou capital social.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises des secteurs manufacturier et du commerce international de services (compte tenu des restrictions de l'UE applicables à la construction navale, au charbon et à l'acier, aux fibres synthétiques, aux véhicules, aux textiles et aux vêtements, et à l'agriculture et à la transformation des aliments).

f) Montant total annoncé

2001: 81 297 249 livres sterling

2002: 62 544 304 livres sterling

g) Durée du programme

Durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Soumis à évaluation périodique. La plus récente évaluation (achevée en 2002) indique que durant les années 80 et 90, le programme a permis d'accroître l'emploi et la productivité du secteur manufacturier d'Irlande du Nord d'un pourcentage compris entre 7 et 10 pour cent.

39. Fonds pour la technologie en Irlande du Nord (NITECH)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le Fonds vise principalement à encourager la recherche-développement dans les entreprises de technologie de pointe et la création de nouvelles entreprises de ce type, mais aussi à encourager la recherche dans les petites et moyennes entreprises (PME) existantes. Le soutien sera accordé uniquement à des entreprises et à des chercheurs établis en Irlande du Nord.

c) Fondement et législation

La proposition visant à établir le Fonds de croissance NITECH a été annoncée par le Chancelier de l'Échiquier (Ministre des finances) dans le cadre de son programme d'initiative économique de 1998 pour l'Irlande du Nord. Ce programme est autorisé par le Décret de 1982 sur l'Irlande du Nord et de ses révisions ultérieures ainsi que par l'Aide d'État N 481/01.

d) Forme de la subvention

Le programme prendra normalement la forme d'un financement de prise de participation mais aussi, occasionnellement, de subventions de faible valeur.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est destinée aux petites et moyennes entreprises, aux chercheurs, aux équipes de recherche et aux universités de l'Irlande du Nord. Elle correspondra à un maximum de 60 pour cent des frais admissibles dans le cas de la recherche industrielle et de 35 pour cent des frais admissibles dans le cas de la recherche préconcurrentielle.

f) Montant total budgétisé

2002-2003: 800 000 livres sterling

g) Durée du programme

Le Fonds NITECH sera en activité du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

En raison du jeune âge relatif du programme, il n'est pas encore possible de faire une évaluation des effets sur le commerce. Les rapports annuels présentés à la Commission européenne feront office d'évaluation. Le premier sera déposé après le 31 mars 2004.

40. Fonds pour le développement du tourisme en Irlande du Nord

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Rendre plus concurrentiels les activités et produits que l'Office du tourisme de l'Irlande du Nord a désignés comme présentant une importance particulière et procurant un avantage particulier pour le développement de l'industrie touristique dans la région.

c) Fondement et législation

L'aide est administrée sous la forme d'un processus de mise en concurrence financé par le Ministère de l'entreprise, du commerce et de l'investissement (auparavant le Ministère du développement économique) et géré par celui-ci de concert avec l'Office du tourisme de l'Irlande du Nord.

Le Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord) habilitait le Ministère du développement économique à accorder une assistance financière à l'industrie touristique.

Le Décret de 1992 sur le tourisme (Irlande du Nord) habilitait le Ministère du tourisme à accorder une assistance financière à l'industrie touristique.

d) Forme de la subvention

L'assistance disponible dans le cadre du Fonds est accordée sous la forme d'une subvention en capital pour des projets viables du secteur touristique. Le financement peut aller jusqu'à la moitié des coûts d'immobilisation, sans excéder un maximum de 500 000 livres sterling.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Le processus de mise en concurrence est ouvert à tous les particuliers et organisations actifs dans l'industrie touristique d'Irlande du Nord.

f) Montant total budgétisé

Le budget initial était de 4 millions de livres sterling à dépenser au cours des exercices 1998-1999 à 2002-2003. Il a été ramené à 2,7 millions de livres sterling pour toute la durée du programme.

2001:	997 620,30 livres sterling
2002:	379 387,00 livres sterling
2003: à ce jour	75 280,83 livres sterling
Solde disponible:	258 711,87 livres sterling
Subvention totale:	1 711 000 livres sterling

g) Durée du programme

Avril 1999 à mars 2003.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le Fonds permettra de stimuler le développement de l'infrastructure touristique en Irlande du Nord et positionnera de façon plus avantageuse la région en tant que fournisseur d'un produit touristique de haute qualité. Le rehaussement de la compétitivité et du profil de l'industrie touristique aidera celle-ci à jouer un rôle plus important dans l'avenir économique de l'Irlande du Nord.

41. Programme de développement du tourisme en Irlande du Nord

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Améliorer la position concurrentielle de l'industrie touristique en Irlande du Nord et accroître sa contribution à l'économie.

c) Fondement et législation

Le programme est administré en Irlande du Nord par l'Office des investissements (Invest NI) pour les projets liés à l'offre d'hébergement et par l'Office du tourisme (Tourist Board) pour les projets liés à l'offre d'attrait et d'activités touristiques. Les deux offices relèvent du Ministère du commerce, des entreprises et de l'investissement.

L'article 11 2) du Décret de 1992 sur le tourisme (Irlande du Nord) autorisait l'ancien Ministère du développement économique à élaborer un programme intitulé "Programme de 1992 pour le développement de l'industrie touristique (aide financière)", mieux connu sous l'appellation Programme de développement du tourisme. Dans le cadre de ce programme, l'Office du tourisme de l'Irlande du Nord (NITB) a le pouvoir discrétionnaire d'octroyer une aide financière sélective à toute personne ou organisation satisfaisant aux critères énoncés.

Aux termes de la Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord), les fonctions de l'Office du tourisme liées à la fourniture d'une aide financière au titre de l'article 11 2) dans le but de fournir ou d'améliorer l'offre d'hébergement ont été abolies; en conséquence, le passage "hébergement touristique ou" ("tourism accommodation or") de l'article 11 1) c) iii) du Décret de 1992 sur le tourisme est devenu caduc. Le pouvoir d'octroyer des aides financières à l'égard du secteur de l'hébergement touristique dévolu à l'Office des investissements est conféré à ce dernier par la Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

Les aides financières disponibles dans le cadre du programme constituent une assistance de dernier recours et peuvent revêtir plusieurs formes:

- subventions en capital, prêts, prise de participation, bonification de taux d'intérêt, garanties de prêt.

L'aide peut aller jusqu'au quart des coûts d'immobilisation admissibles.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Le programme s'adresse au secteur privé, aux autorités locales et au secteur bénévole pour le développement d'une offre d'hébergement et d'activités touristiques et, sous réserve d'approbation ministérielle, pour la réalisation de certaines activités de commercialisation. L'admissibilité à une aide financière n'est pas automatique. Les offices du tourisme et des investissements jouissent du pouvoir discrétionnaire d'octroyer une assistance financière à l'égard de tout projet dont ils estiment qu'il permettra de développer le tourisme à destination et à l'intérieur de l'Irlande du Nord en tant que source de recettes. Les offices ont pour politique générale de ne pas subventionner les projets répondant uniquement aux besoins du secteur récréatif mais plutôt à ceux du secteur touristique dans son ensemble.

Un bénéficiaire doit contribuer à hauteur de 25 pour cent des coûts totaux d'un projet sous la forme de mise de capital, de prêt ou de fourniture d'actifs.

f) Montant total budgétisé

Le budget annuel au titre de l'offre d'hébergement se monte à 3 millions de livres sterling. Les dépenses réelles ont atteint les montants suivants:

2001: 3 332 414,98 livres sterling

2002: 3 822 589,73 livres sterling

g) Durée du programme

1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme permet d'offrir des incitations pour le développement et la modernisation de la capacité d'hébergement touristique en Irlande du Nord et permet à la région de proposer un produit touristique de haute qualité. Le rehaussement de sa compétitivité et de son profil aidera l'industrie touristique à jouer un rôle plus important dans l'avenir économique de l'Irlande du Nord.

42. Irlande du Nord – Programme de subventions au développement urbain (UDG)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Il s'agit d'un programme de revitalisation urbaine. Son principal objectif est de régénérer économiquement et physiquement les zones situées à l'intérieur des villes par la stimulation de l'entreprise privée et de l'investissement et par la mise en valeur de terrains ou d'immeubles vacants, abandonnés ou sous-utilisés.

c) Fondement et législation

Décret de 1986 sur les besoins sociaux (Irlande du Nord). En attente des aides d'État communautaires.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Aux promoteurs immobiliers/propriétaires occupants et spéculateurs. La subvention à l'égard des travaux est versée sur présentation du certificat d'architecte attestant que les travaux sont achevés.

f) Montant total budgétisé

2001: 6 540 039 livres sterling

2002: 4 312 010 livres sterling

g) Durée du programme

Durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet. Le programme consiste en grande partie à compenser le sous-financement spéculatif de la construction d'immeubles destinés à accueillir des bureaux ou des commerces de détail à louer. Les programmes proposés par des promoteurs/propriétaires occupants se rapportent à de petits immeubles destinés à accueillir des bureaux ou des commerces de détail, et n'ont pas d'effets sur le commerce.

43. Irlande du Nord – Fonds de croissance Viridian

a) Période sur laquelle porte la notification

Le Fonds a été créé sous la forme d'une société en commandite simple d'une durée de vie de dix ans pouvant être prolongée à 12 ans avec le consentement de tous les investisseurs afin de faciliter le retrait de leurs investissements.

La période active d'investissement durera de cinq à six ans et sera suivie d'une période de quatre à cinq ans au cours de laquelle les fonds seront gérés en vue d'une prise de bénéfice et d'un retrait.

b) Objectif général

Le principal objectif du programme est de combler les lacunes recensées dans l'offre de capital-risque et de prêts pour les petites entreprises des secteurs manufacturier et des services commerciaux en Irlande du Nord. Il s'agit en fait de pallier à l'incapacité du marché à offrir du capital-risque dans la fourchette de valeurs comprise entre 50 000 et 250 000 livres sterling.

Le fait de pallier à la pénurie de financement devrait théoriquement provoquer une accélération du développement du secteur des PME et la création d'emplois additionnels, tout en renforçant la promotion des entreprises, ce qui devrait réduire la dépendance de celles-ci à l'égard du subventionnement.

Un objectif régional est d'amener le niveau d'activité moyen en matière de capital-risque à celui de l'ensemble du Royaume-Uni et, par là, s'assurer que les entreprises en croissance ne seront pas désavantagées à cause d'une pénurie de financement pour le démarrage et l'expansion.

c) Fondement et législation

L'article 7 du Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord) et le contrat relatif au Fonds et ses directives d'administration.

Le Fonds a été créé en tant que société en commandite simple enregistrée en vertu de la Loi de 1907 sur les sociétés en commandite simple. Il s'agit d'une loi d'encadrement type pour ce genre de fonds au Royaume-Uni.

d) Forme de la subvention

L'investissement du secteur privé dans le Fonds devra être supporté à hauteur d'environ 33 pour cent pour que le taux de rendement soit suffisamment attrayant et incitatif.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est octroyée au Fonds pour lui permettre d'offrir des conditions commerciales de manière à attirer les investisseurs du secteur privé.

f) Montant total budgétisé

2001: 333 000 livres sterling (an 1)

2002: 594 000 livres sterling (an 2)

g) Durée du programme

Le Fonds a été créé sous la forme d'une société en commandite simple d'une durée de vie de dix ans pouvant être prolongée à 12 ans avec le consentement de tous les investisseurs afin de faciliter le retrait de leurs investissements.

La période active d'investissement durera de cinq à six ans et sera suivie d'une période de quatre à cinq ans au cours de laquelle les fonds seront gérés en vue d'une prise de bénéfice et d'un retrait.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'effet sur l'offre consistera dans le fait que les petites entreprises seront en mesure d'accéder à du financement au juste prix et au bon moment, ce qui leur permettra de se développer. Le Fonds fournira un capital de démarrage et de développement sous la forme d'un mélange de capital social et de prêts.

L'effet sur la demande consistera dans le fait que le Fonds encouragera les investisseurs à préparer des propositions, ce qui stimulera leur esprit d'entreprise et devrait accélérer l'élimination de leur dépendance à l'égard du subventionnement.

44. Mécanisme de redistribution de la taxe sur les combustibles fossiles (NFFO)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le gouvernement du Royaume-Uni est déterminé à appuyer le développement des énergies renouvelables et a attribué les objectifs suivants au programme NFFO:

- encourager la diversification, la fourniture sécuritaire et le renouvellement des sources d'énergie;
- encourager la réduction des émissions polluantes;
- encourager le développement de sources d'énergie renouvelables concurrentielles au niveau international.

c) Fondement et législation

Articles 32 et 33 de la Loi de 1989 sur l'électricité et décrets pris ultérieurement. Également, article 67 de la Loi de 2000 sur les services d'utilité publique et décrets pris ultérieurement. Aide d'État N153/98.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Dans le cadre du programme, des décrets ont été pris qui prescrivait aux fournisseurs publics d'électricité d'alors (maintenant les entreprises privées qui leur ont succédé) de passer des contrats avec des producteurs spécialisés pour la fourniture d'électricité générée à partir de sources renouvelables. Étant donné que le prix payé pour l'électricité en vertu de ces contrats est supérieur au prix du marché, les fournisseurs sont indemnisés au moyen d'une redistribution de la taxe sur les combustibles fossiles créée par l'article 33 de la Loi sur l'électricité. Cette taxe frappe toutes les ventes d'électricité faites par les fournisseurs autorisés.

Il convient de noter que les coûts du programme pour l'Irlande du Nord sont répercutés directement sur les consommateurs par la Société d'électricité de l'Irlande du Nord (public limited company – équivalent d'une société anonyme), la taxe n'étant pas d'application en Irlande du Nord et aucune redistribution de celle-ci n'y étant effectuée dans le cadre du programme.

f) Montant total budgétisé

Pour l'Angleterre et le Pays de Galles:

2001: 79,17 millions de livres sterling.

2002: 24,73 millions de livres sterling (en 2001, le montant total de la taxe redistribuée a atteint 79,17 millions de livres sterling tandis qu'en 2002, la redistribution de la taxe n'a été d'application que jusqu'en mars seulement. Depuis l'introduction de l'obligation d'utiliser seulement des sources d'énergie renouvelables en avril 2002, des montants négatifs sont apparus étant donné que les recettes collectées par les fournisseurs ont excédé les paiements totaux dus aux producteurs. Cette situation est attribuable à la valeur ajoutée dont ont bénéficié les ROC (Renewable Obligation Certificates - certificats d'achat de quantités d'énergie produite à partir de sources renouvelables) qui sont vendus aux fournisseurs avec l'électricité dans le cadre des contrats NFFO, et l'effet a été un excédent net de presque 25 millions de livres sterling).

Pour l'Écosse:

2001: 3,8 millions de livres sterling.

2002: Il est difficile d'estimer le montant à l'heure actuelle en raison de la manière dont les chiffres sont recueillis. Une fourchette possible serait de l'ordre de 8 à 17 millions de livres sterling.

Pour l'Irlande du Nord:

2001: 7,8 millions de livres sterling

2002: 8,5 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Les derniers contrats expirent en 2018.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme visait à stimuler l'industrie des ressources renouvelables du Royaume-Uni, étant entendu que l'électricité ainsi produite servirait essentiellement à approvisionner le marché intérieur.

45. "Cours ouverts"

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Améliorer les compétences de la main-d'œuvre et diversifier la gamme de produits offerte par les micro-entreprises rurales d'artisanat et de métiers ruraux.

c) Fondement et législation

Programme du Royaume-Uni administré par le Conseil du développement rural en vertu de l'article 9 de la Loi de 1947 sur les gouvernements locaux et avec l'approbation du Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) en 2000.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée à deux établissements d'enseignement en guise de paiement partiel des droits de scolarité des employés qui suivent des cours de perfectionnement de courte durée dans les métiers d'artisanat et ruraux.

f) Montant total budgétisé

2001: 0,023 million de livres sterling

2002: 0,012 million de livres sterling

g) Durée du programme

Le programme se termine en mars 2004.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Peu d'effets, puisqu'il s'agit du secteur des micro-entreprises œuvrant sur les marchés locaux et certains marchés nationaux.

46. Soutien à des projets de réhabilitation menés en coopération

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Soutien à l'investissement initial privé dans une gamme étendue de projets de mise en valeur de terrains et d'immeubles qui ne pourraient pas être réalisés sans financement public.

c) Fondement et législation

Loi de 1998 sur les conseils régionaux de développement, Loi de 1999 sur l'Autorité administrative de la grande région de Londres et Loi de 1993 sur la réforme des baux, le logement et le développement urbain.

Notification du Royaume-Uni en date du 19 novembre 1999

Lettre d'approbation de la Commission européenne en date du 28 février 1999

- Aide d'État N 747/A/99 - Soutien à des projets de réhabilitation menés en coopération 1): Soutien au développement spéculatif.
- Aide d'État N 747/B/99 - Soutien à des projets de réhabilitation menés en coopération 2): Soutien au développement ciblé.

d) Forme de la subvention

Dans le cadre des approbations pour le développement spéculatif et pour le développement ciblé:

- Subvention au titre de la mise en valeur.
- Prêts.

Dans le cadre de l'approbation pour le développement spéculatif seulement:

- Coentreprises privilégiées par rapport au secteur privé.

e) À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est octroyée au promoteur. Un certain nombre de postes de dépenses sont admis aux fins de l'établissement des coûts. Les versements sont proportionnels aux dépenses admissibles engagées par le promoteur.

f) Montant total budgétisé

Le financement vient des budgets regroupés des neuf conseils de développement régional et du budget des partenariats anglais, qui sont mis en commun de manière à n'en faire qu'un seul.

Par exemple, dans le cadre du programme de financement du manque à gagner spéculatif, un conseil de développement régional a dépensé 350 000 livres sterling en 2002-2003, tandis qu'un autre a dépensé 11 581 619 livres sterling au cours de la même période.

g) Durée du programme

L'approbation reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 2006.

- h) Évaluation des effets sur le commerce
Néant.

47. Recherche-développement pour les énergies renouvelables et durables

- a) Période sur laquelle porte la notification
2001 et 2002.
- b) Objectif général
Stimuler la recherche-développement dans le secteur des énergies renouvelables et durables.
- c) Fondement et législation
Objectif gouvernemental de trouver des sources d'énergie plus respectueuses de l'environnement et plus durables.
Loi de 1965 sur la science et la technique.
- d) Forme de la subvention
Don.
- e) À qui et comment la subvention est accordée
La subvention s'adresse aux entreprises du secteur de la recherche-développement sur les énergies durables.
Elle consiste en un don pouvant aller jusqu'à 75 pour cent des coûts.
- f) Montant total budgétisé
2001: 13 millions de livres sterling
2002: 12,1 millions de livres sterling
- g) Durée du programme
Le contrat en cours est valable jusqu'en avril 2005 et est éventuellement renouvelable.
- h) Évaluation des effets sur le commerce
Le développement du marché devrait s'accélérer. La subvention permet de poursuivre la recherche dans le secteur des énergies renouvelables.

48. Crédit de taxe pour la recherche-développement

- a) Période sur laquelle porte la notification
2001 et 2002.

b) Objectif général

L'objectif du crédit de taxe pour la recherche-développement est d'encourager l'innovation par les petites et moyennes entreprises (PME), en incitant ces entreprises, y compris les entreprises naissantes de haute technologie, à entreprendre des activités de recherche-développement et en encourageant celles qui le font déjà à accroître leur effort.

c) Fondement et législation

Le crédit de taxe pour la recherche-développement a été introduit en 2000 à la suite de consultations exhaustives ayant porté à la fois sur le détail du programme (Note technique du Ministère du revenu intitulée "Recherche-développement: Nouvelles incitations fiscales pour les petites et moyennes entreprises" – mars 1999) et sur la définition de la recherche-développement (Note technique du Ministère du revenu intitulée "Recherche-développement: Définitions et recours - janvier 1999).

Le programme a été notifié à la Commission européenne en tant qu'aide d'État et approuvé par la Commission sous le numéro de référence N802/99.

Les dispositions législatives régissant ce programme ont été introduites par le biais de la Loi de finance de 2000 (annexes 20 et 21) et par la suite ont été légèrement modifiées par la Loi de finance de 2002 (annexe 15).

d) Forme de la subvention

Dégrèvement fiscal (voir ci-après).

e) À qui et comment la subvention est accordée

L'incitation consiste en un dégrèvement fiscal majoré pour certaines dépenses de recherche-développement. Les petites et moyennes entreprises peuvent demander un dégrèvement correspondant à 150 pour cent de leurs dépenses admissibles de recherche-développement. Ainsi, une entreprise imposable au taux des petites entreprises pour 2001 (20 pour cent) peut soustraire à l'impôt 30 pour cent de ses dépenses admissibles au titre de la recherche-développement.

Une entreprise ne réalisant pas encore de bénéfices peut obtenir en échange de son crédit d'impôt un paiement représentant 24 pour cent de ses frais de recherche-développement, ce qui représente un avantage de 20 pour cent par rapport à la valeur pécuniaire du crédit d'impôt sur l'impôt frappant les bénéfices, lorsque l'entreprise est imposable au taux de 20 pour cent applicable aux petites entreprises. Le paiement qu'elle peut obtenir est plafonné au montant le plus bas entre celui des pertes non défiscalisées au titre des dépenses admissibles de recherche-développement et celui de l'impôt brut normalement exigible majoré des cotisations aux programmes nationaux d'assurances que doit payer l'entreprise pendant la période considérée.

L'octroi du crédit d'impôt pour la recherche-développement à une PME est soumis aux critères suivants:

- a) la dépense ouvrant droit au crédit d'impôt pour la recherche-développement au cours de toute période comptable de l'entreprise est limitée à la somme des montants suivants:

- les coûts directs du personnel affecté directement à la recherche-développement, soit sa rémunération brute (à l'exception des avantages en nature) majorée des cotisations aux assurances nationales et au régime de pensions payables par l'entreprise; *plus*
 - les coûts des biens consommables utilisés directement aux fins de la recherche-développement; *plus*
 - en cas de sous-traitance de la totalité ou d'une partie de la recherche-développement, même si l'entreprise conserve ses droits sur toute propriété intellectuelle ainsi créée, 65 pour cent des paiements dus au sous-traitant (pourcentage représentant une mesure généralisée des coûts susmentionnés); l'entreprise peut aussi utiliser les coûts réels du personnel du sous-traitant affecté directement aux activités de recherche-développement ainsi que les coûts des biens consommables acquis par ce dernier, ce qu'elle doit faire impérativement lorsqu'elle est liée avec le sous-traitant.
- b) Les coûts admissibles doivent excéder un seuil minimal, fixé à un montant annualisé de 25 000 livres sterling par année. À partir de ce seuil, les dépenses ouvrent droit à l'intégralité du crédit d'impôt. En dessous, aucun crédit d'impôt n'est accordé.
- c) Le crédit d'impôt au titre de la recherche-développement ne s'applique pas aux dépenses de recherche-développement financées au moyen d'une subvention ou autrement assistées, ou engagées à l'égard d'un projet bénéficiant d'une autre aide d'État notifiable quelle qu'elle soit (voir le paragraphe 12).
- d) Le crédit d'impôt au titre de la recherche-développement peut être accordé à l'égard de dépenses de recherche-développement engagées par des coentreprises et des consortiums, mais uniquement au bénéfice des PME partenaires.

Il est proposé de modifier certaines de ces règles cette année, sous réserve de l'aval de la Commission européenne.

f) Montant total budgétisé

Les chiffres ci-après représentent les coûts totaux estimatifs du programme du crédit d'impôt au titre de la recherche-développement:

2001: 70 millions

2002: 200 millions

Ces chiffres concernent les exercices 2001-2002 et 2002-2003 et sont fondés sur les déclarations d'impôt des entreprises en janvier 2003. Les coûts totaux pour les années civiles sur la base des recettes ont été calculés, et donnent à croire que les estimations concernant l'année civile et l'exercice seront vraisemblablement similaires, à plus forte raison lorsque les chiffres auront été arrondis.

Les contraintes inhérentes aux données ne permettent pas de calculer de manière précise la subvention par unité de production. Les montants des subventions accordées à chaque entreprise présentent une pertinence limitée étant donné que le crédit d'impôt au titre de la recherche-développement est accordé à des entreprises de tailles différentes et de secteurs différents.

g) Durée du programme

Durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'objectif du programme de crédit d'impôt au titre de la recherche-développement est de stimuler l'innovation au sein des entreprises par un accroissement de leurs dépenses de recherche-développement. Il n'y a pas de contrainte d'ordre territorial à la recherche-développement effectuée sur le territoire du Royaume-Uni, mais dans la mesure où l'incitation prend la forme d'une réduction de l'impôt des sociétés au Royaume-Uni, cela peut avoir un certain effet sur le choix de l'emplacement des installations de recherche. En revanche, étant donné que la mesure vise uniquement les PME et que les grosses entreprises ont tendance à opérer au niveau international, surtout lorsqu'il s'agit de choisir un emplacement pour des installations de recherche-développement, l'effet du crédit d'impôt au titre de la recherche-développement sur ce genre de décision sera vraisemblablement limité.

Aucune évaluation des effets du crédit d'impôt au titre de la recherche-développement n'est encore disponible étant le jeune âge relatif du programme (d'autant que les résultats des études menées par des universités à ce jour donnent à croire que les effets du crédit d'impôt au titre de la recherche-développement ne sont mesurables que sur le long terme).

Les chiffres qui suivent (source: "Research et Development in UK Business 2001", de l'Office national des statistiques) donnent cependant certaines indications sur la situation actuelle. Ils départagent la recherche-développement effectuée au Royaume-Uni par les entreprises appartenant à des intérêts nationaux et celle effectuée par entreprises appartenant à des intérêts étrangers.

Dépenses internes

En millions de livres sterling

	1999	2000	2001
Entreprises appartenant à des intérêts nationaux	7 779	7 903	7 681
Entreprises appartenant à des intérêts étrangers	3 523	3 607	5 001

En pourcentage de l'ensemble de la recherche-développement
effectuée sur le territoire du Royaume-Uni

	1999	2000	2001
Entreprises appartenant à des intérêts nationaux	69%	69%	61%
Entreprises appartenant à des intérêts étrangers	31%	31%	39%

Il n'est pas possible de donner une estimation précise de l'effet du crédit d'impôt au titre de la recherche-développement sur le commerce avec ces chiffres, et cela pour deux raisons majeures:

- i) les chiffres portent sur toutes les entreprises et pas seulement les PME;
- ii) de nombreux facteurs distincts autres que l'effet du crédit d'impôt influent sur les dépenses en matière de recherche-développement engagées au Royaume-Uni par les entreprises nationales et étrangères.

Le crédit d'impôt au titre de la recherche-développement représente clairement un domaine où des analyses plus poussées s'imposeraient. Nous tenterons d'améliorer notre système de collecte de données au fur et à mesure que nous procéderons à de nouveaux contrôles et à de nouvelles évaluations de cette mesure.

49. Assistance régionale ciblée

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Contribuer au développement économique de régions à difficultés particulières.

- c) Fondement et législation

Loi de 1982 sur le développement industriel.

- d) Forme de la subvention

Principalement sous forme de don (mais aussi prêt, garantie et actions).

- e) À qui et comment la subvention est accordée

Le programme s'adresse aux projets remplissant les conditions voulues, présentés par des entreprises manufacturières et des entreprises du secteur des services, quelle que soit leur taille, déjà implantées ou sur le point de s'implanter dans les zones assistées de Grande-Bretagne.

L'aide financière est accordée sur une base discrétionnaire sous forme de dons versés par tranche en fonction des progrès réalisés par le projet (emplois et coûts des investissements).

- f) Montant total budgétisé

2001/02: 230,3 millions de livres sterling.
2002/03: 224,3 millions de livres sterling.

- g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Ce programme est conçu pour aider les zones ayant des difficultés particulières à concurrencer sur un pied d'égalité les régions plus avantagées.

50. Fonds régionaux de capital-risque

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Les pouvoirs publics cherchent à établir au minimum neuf fonds commerciaux viables à implantation régionale pour remédier au manque de financement auquel se heurtent les PME à la recherche d'investissements de petite taille (500 000 livres sterling ou moins). À ce jour, huit fonds (couvrant les régions Midlands de l'Est, Nord-Est, Nord-Ouest, Yorkshire & the Humber, Londres, Sud-Ouest, Sud-Est et Midlands de l'Ouest) sont opérationnels et un fonds opérationnel dans l'est de l'Angleterre sera créé en 2003.

Les fonds sont gérés par des gestionnaires de fonds ayant obtenu les autorisations appropriées de la FSA (Agence pour les services financiers).

c) Fondement et législation

Loi de 1982 sur le développement industriel.

d) Forme de la subvention

Il n'existe pas de subvention sous la forme de don, de prêt ou d'avantage fiscal. Par contre, les investisseurs dans ces fonds perçoivent un rendement accru sur leur investissement en conséquence de la position subordonnée occupée par les pouvoirs publics en ce qui concerne le calendrier des libérations de capital et des rendements sur les investissements.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Seuls les investisseurs dans le fonds bénéficient d'un rendement accru sur leur investissement.

f) Montant total budgétisé

Le budget n'est pas adopté annuellement. Les pouvoirs publics consacreront au programme un montant total de 80 millions de livres sterling sur trois ans. La libération du capital sera déterminée en fonction des décisions d'investissement commerciales prises par les gestionnaires du fonds.

g) Durée du programme

Quatre ans initialement, bien que chaque fonds ait en principe une durée de dix ans.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet. Le programme RVCF vise à assister les PME en développement en remédiant au manque de financement auquel elles se heurtent dans la recherche d'investissements de petite taille.

51. Obligation et subventions en capital pour les technologies renouvelables

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Aider le développement de l'industrie des technologies renouvelables.

c) Fondement et législation

Le programme a été créé pour répondre aux objectifs visés par le secteur des énergies renouvelables.

Ordonnance de 2002 sur les technologies renouvelables.

d) Forme de la subvention

Dons.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises travaillant dans le secteur des énergies renouvelables.

f) Montant total budgétisé

2001: Néant.

g) Durée du programme

Le contrat actuel est établi jusqu'au 31 mars 2005.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Développement et amélioration du secteur des énergies renouvelables.

52. Soutien de formation à Rover Hams Hall

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

- Fournir une formation essentiellement d'ordre général au personnel de l'entreprise directement bénéficiaire pour améliorer l'employabilité à long terme des travailleurs et apporter des bénéfices plus larges à la collectivité en développant les installations et les compétences dans le cadre de la structure de formation locale.
- Créer des cours exploitables par toutes les autres entreprises.
- Améliorer les compétences dans les Midlands de l'Ouest - actuellement la région qui rencontre probablement le plus de difficultés en matière de recrutement de personnel qualifié.
- Développer des partenariats d'apprentissage pour en faire le fondement d'une culture de formation continue.

c) Fondement et législation

Loi de 2000 sur l'apprentissage et les compétences, chapitre 21, première partie, sous-sections 2 3) c); 3 1) b); 3 3) a) et c); 4 a), b), et c); 5 1) a); 5 2) a), b) et c).

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

BMW Hams Hall sous forme de don pour le financement des dépenses admissibles.

f) Montant total budgétisé

Versé en 2001/02	1 080 000 livres sterling	Budget 2001/02	1 080 000 livres sterling
2002/03	918 824 livres sterling	Budget 2002/03	2 631 926 livres sterling

g) Durée du programme

Jusqu'en décembre 2004.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Effets non connus.

53. Écosse – Subventions pour l'occupation par le propriétaire (Grants for Owner Occupation (GRO))

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le mécanisme de subventions GRO a pour but, en finançant la fourniture de logements destinés à être occupés par leur propriétaire, de soutenir l'intégration sociale et la régénération de la collectivité qui sont des objectifs définis par les ministres écossais en promouvant la diversification des régimes d'occupation de logements et la stabilité des collectivités par la fourniture de logements à faible coût occupés par leur propriétaire dans le cadre d'efforts plus larges visant à assurer une régénération efficace sur les plans matériel, social et environnemental.

Les subventions fournies dans le cadre du programme GRO visent donc à augmenter le nombre de logements occupés par leur propriétaire dans des régions où les possibilités d'accession à des logements à coût modéré sont limitées et/ou à répondre aux besoins de ceux qui ne peuvent pas accéder à un logement de ce type en raison de revenus trop bas. Les propositions portant sur la fourniture de logements à valeur élevée c'est-à-dire de logements qui ne sont pas accessibles à ceux dont les besoins sont satisfaits par un logement à coût modéré dans le cadre de l'occupation par le propriétaire ne peuvent donc pas bénéficier de ce financement.

Les subventions dans le cadre du programme GRO visent spécifiquement trois types de projet.

Type 1

Les projets qui contribuent à la diversification des régimes d'occupation dans des grands ensembles ou quartiers où le mode d'occupation unique est prioritaire dans le cadre de

stratégies de régénération à base régionale, ce qui donne une combinaison de logements en location et de logements occupés par leur propriétaire.

Les maisons sont attribuées à des groupes de clients sélectionnés. Après un certain délai, toutes les maisons qui ne sont pas vendues aux groupes prioritaires sont mises sur le marché.

Type 2

Les projets qui contribuent à des stratégies visant à régénérer les vieux quartiers urbains, en particulier lorsqu'ils sont caractérisés par un nombre limité de maisons de bonne qualité destinées à être habitées par le propriétaire et/ou par un éventail limité de tailles et de types de maisons disponibles par rapport à la demande.

Lorsque le marché existant pour les logements occupés par le propriétaire est limité en taille ou que l'accès pour les acheteurs à faible revenu est restreint du fait des prix, le ciblage des acheteurs à faible revenu et des accédants à la propriété est souvent un objectif explicite. Lorsque ces facteurs ne sont pas présents, le ciblage de groupes de clients peut être relativement moins important en tant qu'objectif premier.

Type 3

Les projets qui contribuent à la fourniture de logements pour l'occupation par le propriétaire à des prix abordables sur des marchés soumis à des pressions (en général dans les zones rurales) lorsque la fourniture de logements de ce type est limitée en quantité ou lorsque l'accès pour les ménages à faible revenu souhaitant devenir occupants propriétaires est limité par les forces du marché.

Des subventions ne seront accordées que lorsque les logements seront mis à la vente à l'intention de catégories de gens prioritaires, comme ceux ne pouvant pas obtenir de logements sociaux en location, les habitants du quartier vivant dans des logements loués par manque de possibilités d'acheter un logement, les accédants à la propriété et les personnes ayant une famille ou un lien professionnel dans la région et souhaitant y revenir. Pour les projets impliquant une vente initiale à une valeur inférieure à celle du marché, Communities Scotland/les autorités locales chercheront à obtenir le recouvrement de tous profits faits à la suite de la première revente de la maison subventionnée lorsque l'opération aura lieu dans un délai minimal de cinq ans et maximal de dix ans à compter de la date de la vente initiale.

c) Fondement et législation

Législation de l'UE conformément à State Aid n° 497/01 – Royaume-Uni – GRO – Écosse

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Les candidats au programme de subventions GRO doivent répondre aux conditions suivantes:

- **Être des fournisseurs de logements privés**, c'est-à-dire des personnes, des partenariats ou des entreprises agréées créées aux fins de fournir des logements. Ces organisations peuvent entreprendre les travaux de construction elles-mêmes ou pas. Il s'agit dans tous les cas d'engagements pris dans le cadre de l'article 87/1 du Traité instituant la CE.

- **Les Housing trusts**, qui sont des organisations privées créées par des groupes de personnes ou par des organisations poursuivant un objectif commun, à savoir la fourniture et/ou la gestion de logements à la vente ou à la location. Ces organisations sont généralement des personnes morales et peuvent avoir le statut d'organismes de bienfaisance.

Les associations de logements qui ne sont pas agréées par Communities Scotland peuvent aussi prétendre à une assistance. Elles doivent cependant pouvoir prouver qu'elles sont indépendantes de tout organisme agréé.

Toute proposition impliquant une entreprise créée par une autorité locale ou liée à une autorité locale devra être présentée aux responsables écossais.

- f) Montant total budgétisé

2001/02: 7,495 millions de livres sterling (budget effectif)
2002/03: 6,344 millions de livres sterling (budget)

- g) Durée du programme

Décembre 2001 au 31 décembre 2006.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Sans objet.

54. Programme de recherches stratégiques Seagate

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Le programme Start vise à stimuler et à accroître le niveau des recherches industrielles effectuées par Northern Ireland Companies. START offre un soutien financier aux projets de recherche et de développement préconcurrentiels à incidence industrielle et basés sur la technologie.

- c) Fondement et législation

La compétitivité économique est directement liée aux dépenses consacrées par les entreprises à la recherche et au développement. Le programme START a été créé pour encourager les entreprises d'Irlande du Nord à investir dans des projets de recherche et de développement à orientation industrielle et basés sur la technologie car on avait constaté que leurs dépenses de recherche et de développement (en particulier leurs dépenses de recherches industrielles/stratégiques) venaient loin derrière celles de nombreux grands concurrents dans le reste du Royaume-Uni et des autres pays. Le fondement législatif actuel pour le programme est la Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

Lorsque le montant de l'assistance proposée dépasse 2 millions de livres sterling (environ 2,8 millions d'euros), les responsables du programme START sont tenus de déposer une notification et de demander une approbation spécifique auprès de l'Union européenne. Ce

projet impliquait une offre de 5,2 millions de livres sterling (environ 7,3 millions d'euros) sous forme de dons et il a donc été notifié.

d) Forme de la subvention

Pour ce projet, l'assistance a été fournie sous forme de don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Seagate Technology (Irlande). L'entreprise dépose des demandes de don tous les trois mois environ.

f) Montant total budgétisé

2001: 1,7 million de livres sterling (2,4 millions d'euros)

2002: 0,19 million de livres sterling (0,27 million d'euros)

g) Durée du programme

1998 à 2002.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Ce projet de recherche industrielle ne s'est achevé qu'en février 2002 et il est trop tôt pour en évaluer les effets sur le commerce. Une évaluation technique finale a été effectuée en novembre 2002, qui a conclu que le projet avait été immédiatement profitable au sens où il a accru l'emploi de scientifiques et d'ingénieurs qualifiés dans une région d'Irlande du Nord fortement touchée par le chômage et aidé à implanter les opérations de fabrication de l'entreprise en Irlande du Nord.

55. Fonds d'intervention en faveur de la construction navale

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le programme vise à permettre aux chantiers de construction navale britannique d'obtenir des contrats face à leurs concurrents internationaux afin de préserver des emplois.

c) Fondement et législation

Règlement CE n° 1540/98 daté du 29 juin 1998 concernant les aides à la construction navale et Loi de 1982 sur le développement industriel (articles 7 et 8).

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention, qui prend la forme de don, est versée directement au chantier naval, par tranches proportionnelles aux versements de l'acquéreur à chaque nouvelle étape de la

construction. La construction d'un navire prend environ une année. Une retenue de 10 pour cent est prévue tant que les coûts de construction définitifs vérifiés ne sont pas connus.

f) Montant total budgétisé

Montants dépensés dans le cadre du programme pour les deux dernières années civiles:

2001: 4 897 780 livres sterling

2002: 2 029 118 livres sterling

g) Durée du programme

Les nouvelles demandes au titre du programme ne sont plus acceptées. Seuls les contrats signés jusqu'au 31 décembre 2000 pouvaient faire l'objet de demandes.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme visait à maintenir des emplois dans la branche de la construction navale britannique.

56. Budget unique pour la régénération

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Le budget unique pour la régénération n'est pas une aide sectorielle; il permet de mener une politique de régénération en s'appuyant sur les aides passées et a pour objectif de renforcer les initiatives proposées par des partenaires locaux, d'être attentif aux besoins locaux et aux priorités locales et d'attirer des investissements privés et publics.

c) Fondement et législation

Loi de 1996 sur les subventions au logement, la construction et la régénération.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention accordée au titre du budget unique pour la régénération vise à soutenir un large éventail d'activités, y compris des fonds de développement au moyen d'aides et de prêts aux petites entreprises nouvelles ou existantes, de services d'entreprise, de conseil et de formation, la fourniture d'équipements pour les entreprises et des services communs de commercialisations ainsi que la fourniture de locaux aménagés.

f) Montant total budgétisé

2001: 32,2 millions de livres sterling pour 22 185 entreprises, subvention moyenne de 1 452 livres sterling par entreprise.

2002: 25,5 millions de livres sterling pour 21 023 entreprises, subvention moyenne de 1 213 livres sterling par entreprise.

- g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet mesurable sur la production, la consommation, les importations et les exportations.

57. SMART

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Le programme Smart est un des instruments de politique de pointe dont s'est doté le Royaume-Uni pour soutenir les projets de recherche et de développement en passe de commercialisation établis par les PME.

Pays de Galles: le programme Smart aidera les personnes et les PME en subventionnant des activités de recherche, de conception et de développement portant sur des produits et des processus technologiquement innovants en vue d'atteindre l'objectif global qui est de mieux exploiter le potentiel industriel.

- c) Fondement et législation

Loi de 1965 sur la science et la technologie (article 5). Les examens et les études dans le cadre du programme Smart relèvent de l'article 11.

- d) Forme de la subvention

Don.

- e) À qui et comment la subvention est accordée

Petites entreprises de moins de 250 employés en Angleterre. Versements trimestriels directement aux entreprises à hauteur du montant maximal spécifié dans une lettre d'offre formelle.

Pays de Galles: Personnes et entreprises du pays de Galles par le biais de trois instruments différents.

- f) Montant total budgétisé

Pour l'Angleterre	2001:	27,9 millions de livres sterling
	2002:	30 millions de livres sterling
Pour le pays de Galles	2001:	4,024 millions de livres sterling
	2002:	7,795 millions de livres sterling

- g) Durée du programme

Trois ans à compter du 1^{er} janvier 1999.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a fait l'objet d'une évaluation en 2001. Ce programme, qui a débuté dans les années 80, a financé plus de 3 000 entreprises pour un montant supérieur à 200 millions de livres sterling. Au moment où cette recherche a été effectuée, le chiffre d'affaires annuel avait augmenté de près de 500 millions de livres sterling en raison du programme SMART, avec une augmentation annuelle des exportations de 270 millions de livres sterling et une augmentation du nombre d'emplois de 8 000.

58. SMART (Écosse)

Cette rubrique couvre les programmes SMART stade 2, SPUR et SPUR^{PLUS}.

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Les programmes SMART, SPUR et SPUR^{PLUS} sont les instruments de politique de pointe dont s'est doté le gouvernement pour soutenir les projets de recherche et de développement des PME qui sont dotées d'un potentiel commercial. Le programme aide les PME à améliorer leur compétitivité en développant de nouveaux produits et processus hautement novateurs et commercialement viables et qui impliquent des progrès technologiques importants pour l'industrie ou la branche de production concernée du Royaume-Uni.

c) Fondement et législation

Les responsables écossais sont chargés, en tant qu'administration en régime de dévolution, de gérer le programme dans le cadre de la Loi de 1965 sur la science et la technologie.

d) Forme de la subvention

SMART, SPUR et SPUR^{PLUS} se présentent sous la forme de dons.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux PME somme suit:

- (SMART stade 1 – 75 pour cent du don versé pour une étude de faisabilité technique avant le stade de la recherche industrielle à hauteur d'une subvention maximale de 45 000 livres sterling. Accordé seulement aux petites entreprises. Ce don est considéré comme une aide *de minimis* et les dépenses liées à cette subvention particulière ne sont **pas incluses** dans le rapport. Cependant, comme il fait partie du programme global SMART, SPUR et SPUR^{PLUS} et que les effets découlant de la subvention ne peuvent pas être différenciés, ceux-ci sont inclus dans l'évaluation des effets sur le commerce sous la question n° 9).
- SMART stade 2 – 35 pour cent du don versé pour la recherche industrielle jusqu'au stade du développement préconcurrentiel. Ce don n'est disponible que pour les projets qui s'inscrivent dans la poursuite de SMART stade 1. Un montant maximal total de 150 000 livres sterling est disponible dans le cadre des stades 1 et 2 réunis.

- SPUR – 35 pour cent du don versé pour la recherche industrielle jusqu'au stade du développement préconcurrentiel à hauteur d'un montant maximal de 150 000 livres sterling. Accordé seulement aux moyennes entreprises.
- SPUR^{PLUS} – 35 pour cent du don versé pour la recherche industrielle jusqu'au stade du développement préconcurrentiel à hauteur d'un montant maximal de 450 000 livres sterling. Accordé aux petites et moyennes entreprises.

f) Montant total budgétisé

1^{er} avril 2001-31 mars 2002: 2 911 286 livres sterling

1^{er} avril 2002-31 mars 2003: 4 718 545 livres sterling

g) Durée du programme

N230/98 parvenu à expiration le 31 mars 2003.

Une nouvelle notification d'aide d'État (N650/2002) a été présentée à la Commission européenne dans le cadre du système d'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de la recherche et du développement (J.O. 96/C 45/06; 17.2.96) le 1^{er} octobre 2002 et approuvée le 20 décembre 2002. Cette notification d'aide d'État permettra entre autres aux responsables écossais de continuer à gérer les programmes SMART, SPUR et SPUR^{PLUS} du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Il n'existe pas de données spécifiques pour l'Écosse mais les résultats d'une récente évaluation des programmes SMART et SPUR menée dans tout le Royaume-Uni a montré que ces programmes ont donné un fort regain d'énergie au Royaume-Uni, relevant le chiffre d'affaires annuel de près de 500 millions de livres sterling et les exportations annuelles de près de 270 millions de livres sterling et créant plus de 8 000 emplois.

Le rapport du Royaume-Uni (et un autre rapport commandé par les responsables écossais pour évaluer, de manière plus détaillée, les programmes SMART & SPUR en Écosse) ont montré que les programmes SMART et SPUR ont également d'importantes retombées positives. Les programmes encouragent réellement l'innovation technologique au sein des PME avec des projets débouchant ou devant déboucher sur de nouveaux produits, processus ou services à mettre sur le marché; ainsi que sur une amélioration des connaissances et des compétences technologiques et un large éventail d'avantages à plus long terme, y compris une amélioration de l'image, des résultats de l'entreprise et des relations avec les organismes de recherche publique et d'autres entreprises.

Les rapports ont souligné que les programmes SMART et SPUR répondaient à des déficiences précises du marché dans le domaine du financement aux PME. La quasi-totalité des bénéficiaires n'auraient pas pu poursuivre les objectifs de leurs projets sans les subventions qu'ils ont reçues. Les PME hésitent beaucoup à investir sans soutien dans la recherche et le développement en raison des risques et des incertitudes, ces deux éléments étant des signes classiques de déficience du marché. Les programmes SMART et SPUR sont très appréciés par les PME et la communauté financière (investisseurs en capital-risque, investisseurs providentiels, etc.) et sont désormais connus pour fournir une aide aux entreprises naissantes et aux entreprises de haute technologie existantes dotées d'un potentiel de croissance. Les bénéficiaires ont indiqué que l'obtention d'un don SMART ou SPUR améliorerait considérablement leur image auprès de la communauté financière ainsi que leurs chances d'obtenir un financement de la part du secteur privé.

Les programmes SMART et SPUR s'accompagnent de niveaux très élevés d'additionnalité, la majorité des bénéficiaires ayant indiqué qu'ils n'auraient pas lancé leurs projets en l'absence du soutien fourni. Ceux qui seraient malgré tout allés de l'avant auraient subi de grands retards ou des limitations dans la portée des projets.

59. Programme d'investissement productif du Yorkshire du Sud

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

- b) Objectif général

Promouvoir la compétitivité par le développement de nouveaux produits et processus de la part des grandes compagnies dans les secteurs traditionnels de l'ingénierie, de l'équipement et de la fabrication.

- c) Fondement et législation

Le fondement juridique du programme est le South Yorkshire Single Programming Document pour 2000-2006.

- d) Forme de la subvention

La subvention prend la forme d'un don à hauteur maximale de 35 pour cent des coûts admissibles du projet – dans le cadre des directives relatives à l'aide régionale.

- e) À qui et comment la subvention est accordée.

La subvention est accordée aux grandes entreprises dans les secteurs définis ci-dessus. Elle est administrée par le biais de régimes de subvention gérés par des organismes intermédiaires comme le Business Link South Yorkshire.

- f) Montant total budgétisé

Le montant maximal disponible est de 5 millions de livres sterling sur la base de 1 million de livres sterling par an.

- g) Durée du programme.

2000-2006.

- h) Évaluation des effets sur le commerce

Sans objet à ce stade.

60. Programme Start

- a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Stimuler et accroître le niveau de recherches industrielles effectuées par les entreprises d'Irlande du Nord et augmenter le nombre d'entreprises menant des recherches industrielles, soit à titre individuel, soit en partenariat avec l'une ou l'autre des deux universités d'Irlande du Nord.

c) Fondement et législation

La compétitivité économique est directement liée aux dépenses consacrées par les entreprises à la recherche et au développement. Le programme START a été créé pour encourager les entreprises d'Irlande du Nord à investir dans des projets de recherche et de développement à orientation industrielle et basés sur la technologie car on avait constaté que leurs dépenses de recherche et de développement (en particulier leurs dépenses de recherche industrielle/stratégie) venaient loin derrière celles de nombreux grands concurrents dans le reste du Royaume-Uni et des autres pays. Le fondement législatif actuel pour le programme est la Loi de 2002 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

d) Forme de la subvention

L'assistance se présente normalement sous forme de dons. Cependant, dans certains cas, le programme START peut fournir une assistance sous forme remboursable, par exemple d'actions participatives ou d'actions préférentielles remboursables.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Le programme est accessible aux entreprises basées en Irlande du Nord et aux universités d'Irlande du Nord. L'assistance correspond au moindre des montants suivants: 50 pour cent des coûts admissibles ou 2 millions de livres sterling (environ 2,8 millions d'euros). Dans des circonstances exceptionnelles, les projets émanant uniquement d'universités peuvent être financés jusqu'à 100 pour cent. Il n'existe pas de niveau minimal d'assistance. Dans le cas d'une assistance sous forme de dons, les dons sont versés sur présentation des pièces justifiant les dépenses approuvées qui auront été encourues par les participants au projet.

f) Montant total budgétisé

2001: 4,47 millions de livres sterling (6,26 millions d'euros)

2002: 3,05 millions de livres sterling (4,27 millions d'euros)

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme START est évalué tous les cinq ans et la dernière évaluation a eu lieu en 2001. Sur la base des données statistiques de 1996 et 1999, l'évaluation de 2001 a conclu que le programme START avait eu pour résultat une augmentation additionnelle de 9 pour cent des dépenses d'entreprises consacrées à la recherche et au développement en Irlande du Nord et une augmentation additionnelle de 50 pour cent des dépenses d'entreprises consacrées à la recherche industrielle/stratégique, exprimées en pourcentages du produit intérieur brut.

61. Le Fonds Britech

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

L'objectif général du programme est de renforcer la collaboration scientifique et technologique entre le Royaume-Uni et Israël.

c) Fondement et législation

Dans une lettre datée du 15 juin 1999, enregistrée le 17 juin 1999, les autorités britanniques ont notifié à la Commission le programme d'aide intitulé "Le Fonds Britech", conformément à l'article 88 3) du Traité instituant la CE. Dans une lettre datée du 12 juillet 1999, la Commission a demandé un complément d'information afin de pouvoir procéder à une évaluation complète de l'affaire. Dans une lettre datée du 3 août 1999, enregistrée le 6 août 1999, le Royaume-Uni a fourni un complément d'information concernant la notification de l'aide d'État n° N 355/99.

Dans une lettre datée du 25 octobre 1999, le Royaume-Uni a notifié que la Commission avait décidé que l'aide était compatible avec le Traité instituant la CE et que le programme était compatible avec le Système d'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de la recherche et du développement publié au Journal officiel (J.O. C 45/5, daté du 17 février 1996).

Le programme est principalement une activité de recherche et de développement industrielle, telle que définie par les règles du Système d'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de la recherche et du développement. La législation dans le cadre de laquelle l'aide est accordée est la Loi de 1965 sur la science et la technologie du Royaume-Uni.

d) Forme de la subvention

L'aide est fournie sous la forme d'avances, remboursables dans le cas de résultats positifs des activités de recherche et de développement. L'aide sera remboursable jusqu'à un montant maximal de 150 pour cent de l'aide fournie, sur la base de remboursements de 5 pour cent des ventes annuelles ou d'autres revenus comme les redevances ou les concessions de licences.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Dans le cadre de ce programme, l'aide sera essentiellement accordée à des PME du secteur privé. Néanmoins, des entreprises plus importantes ayant une compétence particulière en matière de réalisation de projets sont autorisées à participer. Aux fins du programme, on entendra par entreprises britanniques celles qui sont constituées en sociétés, fonctionnent et ont leur siège au Royaume-Uni. On entendra par entreprises israéliennes celles qui sont constituées en sociétés, fonctionnent et ont leur siège en Israël. Les bénéficiaires de l'aide sont les organisations ayant satisfait à un examen par des pairs de leurs propositions de projets. Conformément aux critères appliqués lors de la procédure de sélection, les projets doivent impliquer chacun au moins une entreprise du secteur privé au Royaume-Uni et une en Israël, les projets sont des projets de recherche et de développement et conçus pour déboucher sur de nouveaux résultats et processus commerciaux. L'aide est fournie sous forme d'avances, remboursables dans le cas de résultats positifs des activités de recherche et de développement.

f) Montant total budgétisé

2001: 0,790 million de livres sterling d'aide versée à des entreprises britanniques durant l'exercice financier 2001/02

2002: 1,135 million de livres sterling d'aide versée à des entreprises britanniques durant l'exercice financier 2002/03

g) Durée du programme

Cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2000. La poursuite du programme après le 31 décembre 2004 dépendra d'un accord passé entre les gouvernements du Royaume-Uni et de l'État d'Israël, à la suite d'un examen qui doit avoir lieu au cours de 2004. Le Royaume-Uni et l'État d'Israël peuvent l'un ou l'autre mettre fin au programme en donnant un préavis de six mois par écrit à l'autre gouvernement.

h) Évaluation des effets sur le commerce

La Commission a examiné le programme d'aide à la lumière de l'article 87 3) c) du Traité instituant la CE et du système d'encadrement sur la recherche et le développement et constaté que le programme était conforme à ce système. Le programme n'altère donc pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun. La Commission a décidé de ne pas formuler d'objections au programme. Durant la période allant jusqu'au 31 mars 2003, aucun projet créé dans le cadre du programme n'avait atteint le stade commercial.

62. Office du tourisme du pays de Galles – Programme de soutien à l'investissement

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Améliorer la qualité du produit touristique dans le pays de Galles.

c) Fondement et législation

Article 4 de la Loi de 1969 sur le développement du tourisme.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est fournie sous forme de don à des organisations du secteur privé ou du secteur public travaillant au développement du tourisme.

f) Montant total budgétisé

2001: 3,0 millions de livres sterling

2002: 3,0 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée, en fonction de l'avis du Département organisateur.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Une évaluation indépendante effectuée par Segal Quince Wicksteed (2000) fait état d'un impact positif, d'une bonne qualité et d'une additionnalité.

63. Développement de partenariats par l'Agence de développement du pays de Galles

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Garantir la disponibilité de locaux commerciaux appropriés pouvant faire l'objet d'un investissement initial.

c) Fondement et législation

Texte N656/99.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Promoteurs immobiliers, sociétés d'investissement et institutions financières au pays de Galles par le biais de quatre instruments différents.

f) Montant total budgétisé

2001: 3,105 millions de livres sterling.

2002: 10,735 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

31 décembre 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Sans objet.

64. Emplacements commerciaux (Agence de développement du pays de Galles)

a) Période sur laquelle porte la notification

2001 et 2002.

b) Objectif général

Garantir la disponibilité d'emplacements commerciaux appropriés pouvant faire l'objet d'un investissement initial.

c) Fondement et législation

Texte N655/99.

d) Forme de la subvention

Don.

e) À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises du pays de Galles par le biais de trois instruments différents

f) Montant total budgétisé

2001: 2,697 million de livres sterling

2002: 17,187 millions de livres sterling

g) Durée du programme

31 décembre 2006.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Sans objet.
